Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

le quotidien du peuple

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

MARDI 8 JUIN
N°203 1,50 F

Belgique : 15 FB
Commission Paritaire N° 56 942

Tribune préparatoire au IIe Congrès du PCR ml
voir p.2

LIBAN
LA SYRIE ATTAQUE LA RESISTANCE PALESTINIENNE

voir nos informations page 7

Les troupes syriennes ont lancé leur grande offensive en direction des forces patriotiques. Elles avancent vers Saïda, grande ville patriotique du sud. Elles sont à une trentaine de kilomètres de Beyrouth. Le but des Syriens est clair : frapper la Résistance palestino-libanaise. A Beyrouth, la Saïka, organisation fantoche dans l'OLP, organise la terreur, préparant l'intervention des troupes syriennes. Elle bombarde sauvagement les camps palestiniens de Sabra, Bourj al Barajneh, Chatila et Bir-Hassan, où il y a eu plus d'une centaine de morts. Devant ces agissements, cette organisation vient d'être exclue de l'OLP. Beyrouth est maintenant encerclée par les Syriens. Pendant leur avancée, ils ont pris soin de ne pas heurter les forces réactionnaires, qui reprennent espoir et saluent tout haut la Syrie. Dans la montagne, les Syriens ont bombardé les positions patriotiques, conjointement avec les Phalanges.

Les forces patriotiques libanaises partent organiser la résistance aux portes de Beyrouth

Les quelques éléments qui n'ont pas rejoint les forces patriotiques se sont mis aux côtés des Syriens et bombardent les positions de l'Armée du Liban Arabe. Dans le nord, des unités navales syriennes bombardent l'aéroport de Koleyate.

Devant ce début de massacre, les masses libanaises et palestiniennes s'organisent : à Saïda, des barrages sont en train d'être construits face à l'armée syrienne. A Beyrouth, des combats importants ont eu lieu entre la Saïka d'une part et les forces patriotiques de l'autre. Des sièges de la Saïka ont été incendiés. Dans la montagne, les patriotes s'opposent courageusement aux tirs des Syriens et des Phalanges réunis.

Yasser Arafat a lancé un message aux États arabes pour qu'ils arrêtent le massacre syrien. Abou Lotof, chef du département politique de l'OLP, a dit *«Si les menaces d'écraser la Révolution Palestinienne et le mouvement national libanais sont mises à exécution par l'armée syrienne, il y aura un second Vietnam au Liban, ce n'est pas une question de nombre. Nous nous battons pour une cause juste»*. Et il a ajouté que des affrontements avec les Syriens *«seront inévitables si les forces syriennes cherchent à pénétrer dans les villes»*.

Suite page 7

24 MINEURS BLESSÉS À LA 4 DE LENS

Vingt-quatre mineurs d'une équipe de nuit de la fosse 4 de Lens sont aujourd'hui hospitalisés, les jambes fracturées à la suite du blocage de la cage descendante qui leur permet de rejoindre le fond, vendredi soir, à 21 h 45. Ces cages qui descendent à très vive allure ne sont jamais l'objet de vérifications régulières et sont un danger permanent pour la vie du mineur !

ASSEZ DE CRIMES, ASSEZ DE MUTILATIONS ! LES MINEURS IMPOSERONT LA SÉCURITÉ !

CHIRAC À BREGANÇON

«ATMOSPHÈRE DE CRISE»... !

«Il y a, je le reconnais hélas, beaucoup de gens qui, dans l'opposition, voire dans la majorité, ont pour objectif de casser l'UDR, de la couper en deux». **C'est ce qu'a déclaré Chirac dans le «Mystère 20» qui le menait chez Giscard, à Brégançon. Propos surprenants, de la part de celui qui avait reçu mission de *«coordonner»* la majorité, et qui en disent long sur l'échec de cette entreprise !**

«Il y a une atmosphère de crise», reconnaît par ailleurs Guéna, secrétaire général de l'UDR. Il est vrai que les raisons d'inquiétude n'ont pas manqué ces derniers temps pour l'UDR : la proposition du «centre des démocrates sociaux», par la voix de Lecanuet, d'un rapprochement avec les républicains indépendants avant les législatives, proposition qui n'a pas été repoussée par les RI. Le débat sur les plus-values, où l'UDR est montée à l'assaut contre le projet de Fourcade. Les déclarations du Général Méry, confirmées par Giscard, sur la politique de défense nationale, où plusieurs barons du gaullisme ont vu un reniement des principes du fondateur de la Ve République...

PROVOCATION

Certains UDR en sont même venus à penser que cette accumulation de banderilles constituait une provocation, pour diviser l'UDR, pour pousser à bout les moins «giscardiens» de ses membres... Plus que l'UDR en tant que telle, ce qui pourrait être en cause, c'est l'alliance au sein de la majorité entre ceux qui sont «giscardiens» ou «giscardisés», et ceux qui, à l'UDR ou dans d'autres partis, ne sont ralliés qu'à contre-cœur... alliance qui est symbolisée par la fonction de «coordinateur» confiée à Chirac.

Suite page 3

«Si les négociations échouent nous n'aurons qu'une solution : la violence !»

Interview d'Ahmed Dini

Secrétaire Général de la Ligue Populaire Africaine pour l'Indépendance

voir p.12

OÙ VA L'ALLEMAGNE ?

Nous publierons demain la suite de notre reportage

- **A bas l'Europe des polices p.3**
- **Une semaine à Bourgogne Electronique p.4**
- **La Corse en colère p.5**
- **Tribune étudiante p.6**
- **Nouvelles d'Espagne p.8**
- **Enquête logement p.9**
- **Femme au quotidien p.10**

CONTRE LA RÉPRESSION SOYONS A L'OFFENSIVE !

Entretien avec un responsable de la section CGT des Câbles de Lyon

Voir page 4

TRIBUNE DU 2e CONGRES DU PCRml

La lutte dans le domaine culturel

La section de Grenoble du PCRml propose d'ajouter au programme, après le paragraphe sur la jeunesse, ce paragraphe sur la lutte dans le domaine de la culture.

Dans le domaine culturel (film, théâtre, cinéma, musique) la bourgeoisie ne peut cacher qu'elle a perdu confiance en elle-même et en l'avenir. Rétro sur les belles heures des classes dominantes, rêve, évasion ou au contraire l'horizon borné de ses problèmes individuels, autant de moyens pour la bourgeoisie de détourner les yeux d'une réalité qui lui rappelle sans cesse que sa fin est proche. Mais ces pâles productions ne peuvent combler le vide provoqué par le rejet, par les masses populaires, de productions américaines basées sur l'idéologie de la consommation. Les productions spectaculaires (violence, catastrophe, porno...) ne peuvent détourner qu'un instant l'attention des masses populaires, en proie à des difficultés quotidiennes croissantes. C'est pourquoi de plus en plus souvent l'initiative est laissée aux productions révisionnistes qui font semblant de se pencher sur les problèmes réels des travailleurs, sans toutefois se départir de la méfiance dans les masses et du pessimisme propre à toute production culturelle bourgeoise. En fin de compte, il ne reste à la bourgeoisie que la musique d'importation pour tenter de canaliser la combativité de la jeunesse, et le sport transformé par les médias en grand spectacle hollywoodien exaltant le chauvinisme et l'individualisme, pour réaliser un consensus national, occuper les esprits et détourner les travailleurs de la lutte de classe.

Le PCRml s'empare aussi du front culturel pour combattre la bourgeoisie. La créativité des masses est immense, parce qu'elles portent en elles l'avenir du monde. Il soutient et encourage le développement de toutes les manifestations artistiques et culturelles populaires, retraçant la vie et les luttes des masses, ainsi que le patrimoine culturel des régions, encore vivant dans les campagnes. Le PCRml y mène la bataille politique contre les influences bourgeoises, et pour ébaucher les contours d'une culture prolétarienne. Il intègre cette lutte dans le combat d'ensemble pour la révolution et le pouvoir des ouvriers et des paysans.

SUR LE MOT D'ORDRE : «FÉDÉRATION DU POUVOIR DES OUVRIERS ET DES PAYSANS»

Je voudrais écrire à propos du mot d'ordre de «fédération socialiste des ouvriers et des paysans». Pourquoi une fédération ? Que peut-on fédérer ? On ne fédère pas des ouvriers entre eux. Le prolo de Strasbourg et celui de Marseille appartiennent à la même classe ouvrière. On ne fédère pas des ouvriers et des paysans. Certes, le prolétariat trouve comme allié la paysannerie pauvre. C'est une alliance de classe pas une fédération.

Par contre, on peut fédérer des peuples entre eux. Dans ce cas on forme une république fédérative. Sous le mot d'ordre avancé, et parce qu'il l'est en conclusion de l'analyse des régions, il faut bien reconnaître qu'il y a la reconnaissance implicite des peuples breton, occitan, alsacien, corse etc... Et si ces peuples existent, s'ils forment ce que Staline appelle des communautés stables et historiquement constituées, ce sont même des nations. Dans ce cas, ils ont droit à l'autonomie, voire à l'indépendance. Le parti glisse sur les positions de la petite bourgeoisie autonomiste.

Sans faire de dogmatisme, restons sur le terrain solide du marxisme. Staline dit que la nation est une communauté de langue, de territoire, de liaison économique interne et de culture. Si on examine les choses de ce point de vue et que l'on passe en revue toutes les régions françaises, il manque toujours un critère : la langue, mais alors qui parle l'occitan, et qu'est-ce que l'occitan ? Le territoire, mais alors où sont les limites de l'Occitanie, de la Lorraine ? La liaison économique interne, mais alors Fos est lié à la Lorraine, l'économie alsacienne à l'économie allemande ? La culture, certes, c'est le côté le plus sérieux, mais s'il n'y a que cela, cela revient à une sorte de «spiritualisme» qui détache la nation du sol.

Pourtant, il y a quelque chose et notre Parti doit y regarder de très près : la désertification de régions entières, le déséquilibre économique, l'opposition croissante ville-campagne, l'étouffement d'une authentique culture populaire. Pourtant le mouvement régionaliste existe et ses mots d'ordre mobilisent. Alors ?

Alors, c'est que le réveil régional coïncide aujourd'hui avec le pourrissement de l'impérialisme, avec la remise en cause de son appareil d'État central. Ce réveil est une fin non un commencement. Comme le dit Staline : «La nation française s'est formée de Gaulois, de Romains, de Bretons, de Germains». Ces peuples ont fusionné dans la nation française. La survivance de cette sorte de conscience collective est liée à la crise politique et non à l'éclosion d'un authentique mouvement de libération nationale. Et ce réveil, s'il va dans le sens d'une remise en cause du pouvoir central, dans un sens anti-capitaliste est positif.

C'est pourquoi, c'est un phénomène qui a deux aspects :
- un aspect réactionnaire, «rétro», vouloir retourner en arrière, au temps du morcellement féodal (la fleur de lys noire, emblème de la Bretagne...)
- un aspect progressiste qui prend en compte non la Bretagne mais la surexploitation du paysan, du pêcheur et de l'ouvrier bretons, qui prend en compte les gens d'un point de vue de classe.

Quelle est donc la contradiction principale en France ? Bourgeoisie-prolétariat ou peuples breton, occitan, etc... et bourgeoisie impérialiste française ? L'ouvrier corse doit-il se sentir plus proche de Sanguinetti que du docker de Dunkerque ? Il est clair que ceux qui raisonnent aujourd'hui en termes de libération de la Bretagne, etc... déplacent la contradiction principale et sont les diviseurs de la classe ouvrière de notre pays. Le prolétariat n'a rien à gagner à cette division de sa force en nationalités.

Notre parti doit prendre en compte ce phénomène en le ramenant à la tâche centrale, la révolution prolétarienne en France.

C'est pourquoi notre cellule, tout en étant très attentive à ce réveil régional considère que ce mot d'ordre de «Fédération socialiste des ouvriers et des paysans de france» est un mot d'ordre confusionniste.

F. Vitry

Je suis tout à fait d'accord avec la partie centrale de ton développement : les luttes qui se développent aujourd'hui dans les différentes régions n'ont pas un caractère de «libération nationale» même si les masses traduisent à travers leur lutte contre l'Etat bourgeois, leur volonté de «travailler et vivre au pays», même si elles revendiquent le droit de développer leur culture propre enracinée dans la «réalité populaire régionale».

Cela dit, ton argumentation contre le mot d'ordre «Fédération du pouvoir des ouvriers et des paysans» ne me convainc pas. Je ne vois pas en quoi la forme «fédérative» du pouvoir des ouvriers et des paysans ne peut s'apliquer que lorsqu'il y a existence de différents «peuples» avec les critères que tu as rappelés. Avancer ce mot d'ordre aujourd'hui, c'est tenir compte des aspirations grandissantes des masses devant les effets de la crise qu'elles reçoivent de plein fouet sur des régions entières. Mais au-delà des mots d'ordre revendicatifs pour l'emploi, pour le droit à une spécificité culturelle, c'est faire apparaître dans l'alternative socialiste que nous présentons, la nécessité de «briser la vieille machine bureaucratique de l'État bourgeois» en rompant avec une «centralisation» propre aux exploiteurs : incapable de s'appuyer sur l'énergie des masses, de mobiliser les forces et toutes les ressources qui existent au niveau régional.

Nous, nous devons faire apparaître dans nos mots d'ordre, comme dans notre pratique -et dès aujourd'hui- que la société socialiste que nous voulons sera construite par les masses et *donc en tenant compte de toutes les particularités que l'impérialisme en crise nous aura laissées, de toutes les énergies révolutionnaires que son exploitation aura fait naître.*

Voilà pourquoi, on peut être favorable à ce mot d'ordre. Mais le débat doit se poursuivre et la réflexion s'approfondir ...

Richard DESGRAVES

Comment participer à la tribune

A l'occasion de la préparation du 2e Congrès du PCRml, le Quotidien du Peuple a demandé à des responsables du Parti Communiste Révolutionnaire de répondre aux questions qui lui seraient envoyées concernant le projet de programme élaboré par le Comité Central.

Pendant toute la durée de préparation du Congrès l'animation de cette tribune sera confiée à Richard Desgraves, collaborateur du Comité Central.

Camarades, amis, militants révolutionnaires, participez activement à cette tribune en envoyant au Quotidien du Peuple, vos réflexions et vos critiques, acquis de votre expérience pour contribuer à enrichir et préciser la ligne de notre Parti !

POUR VOUS PROCURER LE PROJET DE PROGRAMME COMMANDEZ FRONT ROUGE N° 7
5 F + 2 F de port

Le Quotidien du Peuple
Publication du PCRml
Adresse Postale : BP 225
75924 Paris Cédex 19

CCP n° 23 132 48 F paris
Dir. de Pub. : Y. Chevet - Imp. IPCC Paris
Distr. par les NMPP - CP : 56942

TÉLÉPHONEZ AU QUOTIDIEN : 208 65 61

POLITIQUE

A BAS L'EUROPE DES POLICES !

Les ministres de la justice des 18 pays du Conseil de l'Europe viennent de se réunir, la semaine dernière, pour mettre au point un «plan anti-terrorisme». A l'ordre du jour, une proposition soutenue par Lecanuet : en cas «d'infraction grave» commise par un «terroriste», le pays dans lequel il se serait enfui ne pourrait refuser l'extradition, ou alors devrait le poursuivre devant ses propres tribunaux.

Cette pratique, qui devra encore faire l'objet de discussions parlementaires dans les pays concernés, ne fera que légaliser et généraliser les rapports de bon voisinage qu'entretiennent déjà entre elles différentes polices européennes. Ainsi Ponia a eu des entretiens fructueux avec son collègue espagnol Fraga Iribarne, avec ses collègues de Grande-Bretagne et d'Allemagne Fédérale.

On pouvait s'y attendre, ces accords n'ont pas abouti, par exemple, à l'extradition des criminels de guerre nazis, qui disposent de places confortables en Allemagne, dans l'administration ou les entreprises. Mais, par contre, des révolutionnaires basques sont livrés à la police espagnole, ou internés. Le prétexte : ils se livreraient à des activités contraires à l'ordre public en France. Mais que fait Poniatowski pour empêcher d'agir cette même police espagnole qui a assassiné des militants basques en France ; ou contre la SAVAK, police politique du Chah d'Iran, ou contre les services israëliens, qui après avoir assassiné Mahmoud Hamchari menacent les représentants du peuple palestinien en France ?

Prenons-y garde : la bourgeoisie monte en épingle des faits comme l'exécution de l'ambassadeur de Bolivie en France, la légende de Carlos, ou d'autres actions dont rien ne prouve qu'elles soient des attentats politiques (affaire Bilski, explosion du boulevard Sebastopol). Sous prétexté de lutter contre les réseaux terroristes internationaux plus ou moins imaginaires, elle met en place un système de répression, bien réel lui, qui se retourne contre les travailleurs et les révolutionnaires (censés aider et accueillir les «terroristes»).

De l'Allemagne du «social-démocrate» Schmidt au franquisme «libéralisé» de Juan Carlos en passant par la France «libérale avancée», de Giscard, c'est une Europe policière qui se dresse face aux luttes des travailleurs.

Dénonçons toutes les atteintes aux libertés démocratiques, et combattons-les ! Soutenons les luttes des peuples d'Europe contre la répression !

CHIRAC À BREGANÇON

RECOLLER LES MORCEAUX ?

suite de la une

Le seul atout pour empêcher la rupture de cette alliance, c'est que l'UDR fasse bloc : Giscard ne peut actuellement se passer d'une portion si importante de la coalition gouvernementale. C'est pourquoi les dirigeants de l'UDR se sont réunis à huis-clos vendredi dernier, pour aller en rangs serrés à la bataille des plus-values : *«Faites ce que vous voulez, mais faites-le ensemble»*, leur aurait dit Chirac. Il joue sa place sur cette unité de l'UDR.

RÉÉQUILIBRAGE

Pour Giscard, l'enjeu de ces grandes manœuvres, c'est le «rééquilibrage» de la majorité, la possibilité de lui donner une couleur plus «réformatrice», et éventuellement, de conclure une alliance avec le PS après les législatives, ou de constituer un gouvernement de «centre gauche», si la situation politique l'exige.

La situation politique, c'est avant tout l'usure politique du pouvoir : les tours de passe-passe n'ont pas pris longtemps, et pour ne pas être balayé, le pouvoir doit renouveler sa façade «libérale avancée». Non pas que la politique suivie puisse être très différente : Lecanuet et Ponia, maîtres d'œuvre de la politique de répression des masses, font partie de ce courant appelé «réformateur». Mais on aurait un langage davantage «social», et la participation de politiciens de l'opposition «de gauche» aiderait à faire passer la farce.

DANS LA MÊME GALÈRE

Le problème pour Giscard, c'est que son projet n'est pas assuré d'aboutir ; le courant qui le soutient n'est pas sûr de gagner des positions solides aux législatives, il n'est pas sûr que le PS trouve l'enjeu suffisant pour rompre l'alliance avec le PCF, et de toutes façons, ça ne peut pas se faire tout de suite ; et surtout, les masses risquent bien de ne pas accepter plus les grimaces «sociales et libérales» d'un gouvernement de centre-gauche que celles du gouvernement Chirac.

En attendant, Giscard doit encore compter avec l'UDR, surtout si celle-ci arrive à conserver une unité de façade. Alors, il lui faut temporiser, éviter que la «crise» aille trop loin. Pour recoller les bouts, il invite donc Chirac en «week-end familial» au fort de Brégançon, loin des oreilles indiscrètes. Assailli de toutes parts par la révolte des masses, contesté jusque chez les fonctionnaires qui devaient le servir, le pouvoir Chirac-Giscard, bon gré, mal gré, doit serrer les coudes : ils sont embarqués sur la même galère, et dehors la tempête fait rage...

Paul GAUVIN

INFORMATIONS GÉNÉRALES

SUCCÈS DE LA MANIFESTATION ANTI-NUCLÉAIRE A LA HAGUE

Plus de dix mille personnes, selon les organisateurs, ont participé à la marche sur l'usine de traitement des déchets nucléaires de La Hague.

Des délégations de toute la France, des militants écologistes de différents pays d'Europe s'étaient rassemblés devant les grilles de l'usine, après avoir traversé Cherbourg. La CFDT ne s'était pas associée au mouvement, tout en souscrivant à ses objectifs, et précisait, dans un communiqué : *«Il n'en reste pas moins que la manifestation est interprétée par certains travailleurs du CEA comme une absence de préoccupation au sujet de leur emploi immédiat»*. Il est vrai que lorsqu'on lit dans «La gueule ouverte», hebdomadaire représentant assez bien les idées développées lors du rassemblement : *«Comment faire piger aux gens que la vie ne s'arrête pas devant les bureaux de chômage, mais qu'au contraire, c'est souvent là qu'elle commence»*, on peut comprendre ces réticences.

Les mouvements anti-nucléaires frappent juste, dans la mesure où ils mettent le doigt sur l'une des plus graves menaces que la bourgeoisie fait peser sur notre avenir. En condamnant le nucléaire, et plus généralement la technique en tant que tels, ils font fausse route, par manque de confiance en l'initiative créatrice des masses.

LA GRANDE FOIRE TRANSATLANTIQUE EST PARTIE

Depuis le départ, au demeurant très impressionnant, on assiste à une lame de fond d'hypocrisie sur toutes les antennes : les commentateurs n'osent pas prononcer le mot de «Club Méditerranée», d'«ITT-Océanic», ou autres «33 Export», de peur d'être accusés de publicité clandestine. Il est vrai qu'on est à quelques semaines de la distribution des produits de la redevance radio-télé.

La course en elle-même, par le caractère gigantesque qu'a pris le matériel de certains concurrents (les 71 m du bateau de Colas...) présente un intérêt très limité du point de vue voile : ce sont les millions voire les milliards investis dans coques et gréements qui feront la différence, plus que les qualités marines de tel ou tel skipper. Et qu'on ne nous parle pas de promotion de la voile comme sport populaire. La pratique de la voile, et à plus forte raison de la croisière hauturière reste un privilège. Ce n'est pourtant pas l'envie qui manque à des millions de jeunes de s'affronter avec la mer...

Aux dernières nouvelles, Eric Tabarly, qui barre avec habileté Pen Duick VI, est en tête. Les petits vents jusqu'alors rencontrés ne permettent pas encore aux «gros» de faire la différence.

PROCÈS D'ALERIA :

Poniatowski ne témoignera pas...

Les avocats des inculpés du procès d'Aléria avaient demandé, dès l'ouverture du procès que le ministre Poniatowski soit entendu comme témoin par la cour de sûreté de l'Etat. Car il est clair pour tout le monde que les décisions prises lors de l'occupation de la cave ne l'ont été ni par le sous préfet Guérin, ni par le préfet Gilly (qui s'est même vanté de toujours bénéficier du soutien de son ministre), mais par le ministre lui-même. La fusillade d'Aléria n'est évidemment pas le fruit des seules décisions d'un seul ministre. *«Aléria est le résultat d'une provocation de deux siècles»*, disait Siméoni. La présence du ministre à la barre des témoins aurait pourtant été l'occasion d'une critique beaucoup plus radicale de l'action du gouvernement vis à vis de la Corse.

Le conseil des ministres a rejetté cette demande, sans aucune justification. Le président de la cour de sûreté a alors proposé que soient transmises au ministre des questions. La défense en a proposé trois séries : sur la disproportion des forces de répression envoyées sur place, sur le refus de toute négociation, et enfin, sur l'envoi dans l'île de «commandos» spéciaux qui ont pris les noms de «Justice et Liberté» ou «Justice morandine», et dont la seule fonction est de s'attaquer aux militants autonomistes et syndicaux.

en bref...

7 ANS DE RÉCLUSION POUR VIOL

La Cour d'Assises de Paris vient de condamner quatre jeunes gens, qui avaient séquestré et violé une jeune fille, à sept ans de réclusion criminelle. Jusqu'à présent, le viol avait bien peu de chances de parvenir jusqu'aux tribunaux, et encore moins devant une Cour d'Assises, la victime devant faire preuve d'une contrainte exercée sur elle. Cette condamnation est donc un précédent important et représente une victoire de la lutte des femmes contre leur oppression. Il reste que la pratique du viol, directement liée à l'oppression sexuelle des jeunes ne disparaitra pas à coup de décisions de tribunaux bourgeois, qu'elle ne pourra disparaitre qu'avec l'écrasement de l'idéologie pourrissante et avilissante qui domine notre société.

en bref... en bref...

CONGRÈS DE LA LIGUE DES DROITS DE L'HOMME

Henri Noguères, président de la Ligue a longuement dénoncé, lors du Congrès de son mouvement «le système répressif mis en place par la Ve République», «la collusion de plus en plus choquante entre le ministre de l'Intérieur et le ministre de la Justice» *ainsi que* «l'attitude intolérable de la police». *On n'a cependant pas entendu beaucoup de dénonciation des atteintes quotidiennes au droit de grève, aux droits syndicaux, aux droits fondamentaux conquis par la classe ouvrière, sauf, dans une certaine mesure, par le représentant du Syndicat de la Magistrature. Et ce ne sont pas les interventions du PS et du PC, surtout soucieux de faire passer leur projet de société, qui l'ont fait.*

• LE 30e CONGRÈS DE LA FÉDÉRATION CORNEC *des parents d'élèves vient de se tenir à Strasbourg. La direction, liée au PS, est fortement contestée : son rapport d'activité n'a été adopté que par 58 % des mandats (contre 73 % au Congrès précédent). Elle est menacée d'une part par les partisans du PCF ; d'autre part, par ceux qui lui reprochent de ne pas avoir soutenu des actions engagées à la base contre différents problèmes locaux, dont le manque d'effectifs.*

LUTTES OUVRIÈRES

Aux Câbles de Lyon, comme partout

CONTRE LA REPRESSION, SOYONS A L'OFFENSIVE

ENTRETIEN AVEC UN RESPONSABLE DE LA SECTION CGT DES CÂBLES

Samedi prochain, 12 juin, la section CGT des Câbles, dont trois délégués sont menacés de licenciement, prend l'initiative de rassembler à Clichy les «licenciés de Durafour», tous ceux, militants syndicalistes CGT et CFDT de Bourgogne-Electronique, Paris-Rhône, Cycles Peugeot... qui ont été aux avant-postes des luttes récentes contre les bas salaires, et dont Durafour, ministre du chômage, «autorise» le licenciement.

Avec l'un des responsables de la section CGT des Câbles, nous allons essayer de dégager les premiers enseignements de la lutte que les travailleurs de l'usine de Clichy ont engagé depuis plusieurs mois contre la répression... Le débat est ouvert : aux travailleurs et syndicalistes, victimes de cette répression d'enrichir ce débat de leur expérience de lutte afin de contribuer à lever les obstacles qui empêchent une riposte nécessairement offensive contre toutes les atteintes à nos droits.

Quotidien du Peuple : Comment le problème de la lutte contre la répression anti-syndicale s'est-il trouvé posé aux Câbles ?

Réponse : Il me semble qu'il faut d'abord parler de la pratique quotidienne de militants de la section, parce que c'est le fond ; c'est de bien comprendre ce qu'est l'oppression, ce qu'est la résistance à cette oppression, comment on passe de l'une à l'autre, comprendre ce problème des révoltes et comment on va apporter quelque chose. Je prends un exemple pour illustrer ce point : c'est un camarade immigré qui avait d'énormes problèmes avec sa famille. Tu connais le système, les lettres : *«Qu'est-ce que tu fais à Paris ? Il faut envoyer de l'argent pour la famille... Faut pas faire la fête là-bas... Tu vas te laisser entraîner...»* Alors que le gars, il se serre la ceinture ici, parce que les conditions d'existence sont très difficiles, quand il voit ça, il se dit «Bon, ils ne comprennent pas». Tout ça, ça s'accumule, le gars il peut en devenir malade. Il a été à l'hôpital, il avait des tremblements. Il me disait des fois : *«Je marche, je marche, peut-être qu'un jour, Dieu va m'arrêter net».* C'est une façon d'exprimer qu'il ne se maîtrisait plus. C'est un cas un peu extrême. Mais t'as envie de l'aider, tu ne peux pas te satisfaire de penser : *«Oui, mais il n'a pas compris».* La maladie... la maladie, c'est la société d'abord qui rend malade ! J'ai discuté de ce problème avec lui, je lui ai expliqué l'évolution en Tunisie. Il m'a dit : *«C'est vrai».*

«LES LIENS CRÉÉS PENDANT LE TRAVAIL ET DANS LA LUTTE...»

Et puis, tout de même, lui, il m'a appris beaucoup plus : comment, quand il travaillait dans les mines là-bas, on le payait moitié en argent, moitié en oranges ; comment il était venu en France, c'était très intéressant... Bon, je lui ai pas résolu ses problèmes, il faut une révolution pour résoudre des gros problèmes comme ça ! Mais ça crée quand même un type de rapports qui montre qu'il y a une meilleure connaissance entre nous, on sait qu'on va se défendre mieux, on a pu se comprendre entre nous, sur de bonnes bases, ce sont quand même des camarades qui sont dans la lutte maintenant ! C'est pour te dire qu'il y a beaucoup de richesse dans l'usine. Quand on se penche sur tout cela, ça nous apprend beaucoup.

Alors, c'est là qu'est le lien avec la répression... A mon avis, la direction, elle n'est pas folle, elle voit le type de pratique. Ce qui fait notre force, ce qui fait vraiment peur à la direction, c'est cela. Quand la direction a licencié les militants, ils lui ont dit : *«Mais vous croyez, en nous licenciant, que vous allez briser la section syndicale ?» «Vous croyez que vous allez briser tous les liens qui ont été créés pendant le travail et dans la lutte ? C'est pas possible ! Ces liens, ils sont trop bien tissés maintenant !»* S'il y a ce type de travail qui est développé, c'est ça la garantie principale, sauf qu'après, tout cela, il faut l'organiser pour que ça porte des coups.

«ON A RAISON D'ÊTRE EN COLÈRE !»

QdP : Dès l'instant où il y a eu les licenciements, le 6 avril, la première chose qui a été faite, c'est un mouvement de colère ?

R. : Oui. C'est ce qui a été fait, mais ça a aussi été un mot d'ordre, c'est-à-dire que c'est pas un truc spontané non plus... Faut pas dire : la colère, pour l'excuser après. C'est un mouvement de colère *calculé*. Bien sûr, les licenciements ont soulevé la colère. Mais les gars savent toujours jusqu'où il faut aller. Qu'est-ce qu'on disait ? On va faire un débrayage d'une demi-heure, parce qu'on ne voulait pas démarrer dans des grèves d'une heure, deux heures et puis on reprend, on va devant la porte, etc...

On a dit : on fait un quart d'heure, une demi-heure, c'est pas ça le problème, *mais on leur file la trouille !* Qu'ils sachent que ça, on peut pas l'accepter ! Simplement : montrer la colère. Tout le monde, d'ailleurs, n'a pas été d'accord là-dessus. Au niveau des gens du PCF, eux, ils ne sont pas rentrés dans le hall de la direction. Et puis, il y a toujours des éléments un peu indécis dans un mouvement : au lieu de les convaincre, ils les tirent en arrière : *«Oui, c'est pas ça qui va nous faire obtenir quelque chose, etc..., c'est pas un mouvement responsable...»* Il nous fallait tenir compte que ça créait une division et on s'en est expliqué : le lendemain, un tract a été sorti, disant : *«On a raison d'être en colère»*, en appuyant le mouvement de colère. Après, effectivement, on s'est dit : *«C'est pas parce qu'il y a eu un mouvement de colère dans un hall qu'on va gagner pour autant».*

ÊTRE A L'OFFENSIVE

Même un peu avant ça, dès qu'on est passé devant le tribunal, le mot d'ordre qu'on a lancé, c'est : *«Contre la répression, soyons à l'offensive !».* C'est-à-dire que la répression, c'est déjà une lutte en elle-même qui nous place sur le terrain défensif, parce que le patron, il te fait bagarrer sur la répression, pendant ce temps il cogne sur les salaires. Etre à l'offensive, ça voulait dire : ne pas s'en remettre aux tribunaux, c'est-à-dire de nier ce qu'on avait fait pour qu'ils soient moins durs avec nous, chercher des excuses auprès de la direction, montrer qu'on avait changé, etc... Etre à l'offensive, c'était aussi être offensifs dans notre réflexion, sortir des chemins battus, à savoir : il y a lutte contre la répression, qu'est-ce qu'on peut faire ? On va au tribunal, on est condamné... on va faire des grèves.

Mais les grèves, les gars, il vont s'en fatiguer. Et puis, le patron, quand il a pensé : *«répression»*, il a pensé : *«il y aura des grèves sur l'entreprise».* Donc, on a dit : *«Il faut faire quelque chose auquel il n'a pas pensé».* Il n'avait pas pensé, par exemple, qu'on allait développer quelque chose à l'extérieur. Qu'au lieu de faire grève, il serait plus positif de faire un gala. Non seulement, les gars ne perdaient rien, mais ils retrouvaient le moral.

Parce qu'il y a répression, mais dans un système encore démocratique, encore ! C'est pas comme si c'était au Maroc où, si ça va pas, t'es à la porte, c'est fini. D'ailleurs, les gars, ils ne comprenaient pas qu'on était licenciés mais qu'on était encore dedans ! Les gars disaient : *«Le comité d'entreprise se réunit, il est pas d'accord avec le licenciement et après le patron il te licencie quand même !»* A chaque étape de la procédure, les gars, ils ne comprennent pas. C'est une logique simple, mais qui est juste. Effectivement, c'est toutes les aberrations de la démocratie pour arriver en fin de compte à ce que ce soit l'arbitraire qui joue, puisque Durafour, après tous ces truc-là, il dit : *«Oui ou non»*, suivant les pressions qu'il subit de la part du patronat, suivant les ordres qu'il doit exécuter. Il n'a pas de justifications à donner. Ils font une belle loi sur la protection des délégués qui te donne des garanties mais qui se termine par une clause disant : le ministre tranche ! Ce côté arbitraire démolit tous les aspects positifs de la loi. Etre à l'offensive, c'était tenir compte aussi que ça allait être long, qu'il ne fallait pas épuiser les gars dans des grèves.

(à suivre)

Bourgogne-Électronique

UNE SEMAINE DANS L'USINE

Cette semaine a été consacrée à des collectes par bâtiment pour le soutien financier de façon à réunir le salaire du mois de mai des quinze licenciés. Ces salaires furent réunis grâce à la participation importante des travailleurs de Bourgogne-Électronique et au soutien financier extérieur.

De plus, des tee-shirts confectionnés pour la réintégration des vingt-trois ont été vendus à la porte de l'usine par les licenciés et ont remporté un vif succès !

Aujourd'hui, le problème qui se pose à l'intérieur de l'usine est de trouver de nouvelles formes de luttes, les ouvrières pensent, en effet, que ce n'est pas une heure de débrayage par ci, par là qui fera réintégrer leurs camarades licenciés.

Lundi dernier, le point a donc été fait, lors de la réunion mensuelle d'information sur la situation et le soutien extérieur a été expliqué aux travailleurs.

Jeudi, ont lieu les négociations du protocole d'accord des élections de CE, déjà repoussées depuis début mai par la direction et qu'elle voulait fixer au 29 juillet, caressant certainement l'espoir d'ici là que les huit délégués réintégrés seraient jetés à la rue par Durafour.

Au cours de cette négociations, à laquelle s'était pointé le délégué FO, nouvellement désigné depuis la grève, le chef du personnel a déclaré qu'il ne reconnaissait pas FO étant donné sa non-représentativité dans l'entreprise, pour cette négociation.

Quant à l'UD-CGT, loin de désavouer les délégués qui ont voté le licenciement de Vieillard, elle cautionne dans la CGT toute la clique de délégués qui depuis plusieurs années pratiquent la collaboration de classe.

Les travailleurs montreront lors des prochaines élections de CE qu'ils ne font pas confiance à ces délégués pourris !

Aujourd'hui se discute parmi les licenciés de Bourgogne-Électronique la participation au meeting organisé, le 12 juin, sur la répression aux Câbles de Lyon de Clichy, initiative nationale prise contre la répression subie par les travailleurs en France dans de nombreuses usines comme récemment encore à Bordeaux.

La Rochelle APRÈS LES NÉGOCIATIONS

LES MÉTALLOS DÉCIDENT AUJOURD'HUI

Vendredi soir a pris fin la réunion de «conciliation» entre patronat et syndicat qui négociaient depuis deux jours sur la plate-forme revendicative commune aux huit entreprises de la métallurgie rochelaise en lutte depuis six semaines. Au terme de ces deux jours de négociation, que proposent les patrons ?

***A la Cit-Alcatel :* 1 000 F d'avance sur le salaire remboursables avant janvier 1977, l'alignement sur les 36 CIT nationales et des augmentations allant de 60 à 125 F suivant les classifications : O.S., P1, et P2...**

***Chez Alsthom :* alignement sur les conventions des usines de la région parisienne. 60% d'avance sur le salaire remboursables avant la fin de l'année, un jour payé pour la semaine de la voile.**

***A la Sopéra (peintures navales) :* 800 F remboursables avant la fin de l'année, 80 centimes de prime basée sur le taux horaire, création d'un Comité Hygiène et Sécurité.**

***A la Scan :* progression des salaires suivant l'indice CGT ; suppression du travail au rendement et réduction d'horaire d'un quart d'heure à partir de juillet 1977.**

Un premier aperçu sur les propositions patronales laisse apparaitre d'évidence une grande différence suivant les entreprises. Car ces négociations, bien que prenant pour référence la plate-forme commune des métallos (dont la première revendications consistait en une augmentation uniforme de 150 F), se sont, en définitive, déroulées entreprise par entreprise... le patronat rochelais redoutant depuis le début de devoir s'asseoir à la chambre patronale pour une négociation d'ensemble sur cette plate-forme.

Corr. La Rochelle

INFORMATIONS GÉNÉRALES

NOUVELLE ALERTE SUR LES EMBALLAGES ALIMENTAIRES EN PLASTIQUE

Les dangers des emballages alimentaires en polychlorure de vinyle commencent à être connus, en particulier en ce qui concerne les bouteilles d'huile ou de boissons alcoolisées. La revue de consommateurs «Que Choisir ?» dans son numéro de juin, sonne l'alerte sur les emballages en polystyrène.

Le polystyrène sert à emballer des yaourts, des margarines, des rillettes ; des barquettes pour la vente de viande en super-marché sont fabriquées en polystyrène expansé.

Or, d'après des tests effectués en laboratoire, l'élément constitutif du polystyrène, le styrène passe dans l'aliment emballé, à des doses largement supérieures à ce qui est toléré par le Conseil scientifique de l'Europe, surtout en ce qui concerne la viande.

Or le système est mutagène : c'est-à-dire qu'il provoque, expérimentalement, des mutations génétiques chez les bactéries. Et une substance mutagène a de fortes chances d'être cancérigène. Les arguments comme quoi «les doses sont trop faibles pour être dangereuses» ne tiennent pas : les substances cancérigènes le sont parfois à faible dose, on ne peut pas dire qu'une dose minime soit sans danger. Ce qui est révoltant, c'est que de tels risques soient pris à la légère par les producteurs d'emballages alimentaires. Alors que 85 % des cancers sont probablement dûs à des agents de l'environnement !

Techniquement, il est tout à fait possible de fabriquer des emballages alimentaires en plastique sans danger : même en ce qui concerne le polychlorure de vinyle, ce procédé est déjà commercialisé. Il n'est donc pas indispensable de supprimer ce type de conditionnement qui présente différents avantages pratiques. Mais, il faut exiger que l'étude du risque toxique éventuel soit réalisée systématiquement lors de l'introduction de nouveaux produits de large consommation qui peuvent avoir des conséquences sur la santé ou l'environnement. Les résultats de cette étude doivent être publiés, et la production de produits dangereux doit être immédiatement suspendue.

BERNARDET CONDAMNÉ POUR «OUTRAGE A AGENT»

Le 15 octobre, à la station de métro Opéra, deux travailleurs immigrés étaient accusés d'avoir franchi le portillon automatique sans payer. Un agent de police qui n'était pas en service menaçait de les emmener au poste. Bernardet, militant syndicaliste, qui passait par là a pris leur défense, en protestant contre le fait qu'on fait payer les transports aux chômeurs, et contre la présence policière dans les métros, pour contrôler les jeunes travailleurs, les immigrés....

Après avoir demandé à l'agent de police s'il était en service, et quel était son numéro matricule, il a menacé l'agent d'avoir recours à l'Inspection générale des services (chargée de surveiller les activités de la police).

C'est ce que la 24ème chambre du tribunal correctionnel de Paris a estimé être un «outrage à agent» !

Apparemment, si l'IGS contrôle la police, ce n'est pas certes à la demande des travailleurs et pour les protéger contre la répresssion !

Bernardet a été condamné à 500 F d'amende ! Protestons contre ce jugement scandaleux.

en bref...

IL AURAIT FALLU QU'ON LE PLAIGNE !

«L'homme le plus riche du monde», Paul Getty vient de mourir à 83 ans. Sous prétexte qu'il ne souriait jamais on le présentait comme l'illustration du proverbe «l'argent ne fait pas le bonheur». Il faut croire qu'il n'était pas si malheureux : quelques jours avant sa mort, il proclamait «je ne me retirerai des affaires que lorsque je serai sous terre». Il a tenu sa parole !

ON PEUT TOUJOURS ESSAYER

Dans l'Orne, où la sécheresse devient catastrophique pour les agriculteurs, le clergé fait dire des prières au saint patron local pour qu'il fasse pleuvoir. C'est peut-être moins efficace que de faire les travaux d'irrigation nécessaires, mais ça coûtera moins cher aux capitalistes.

OÙ VA LA DIFFÉRENCE ?

Alors qu'à Paris le prix des cerises va de 8 F le kilo à 3,50 F quand elles sont un peu gâtées, les producteurs de cerises du Midi les vendent à moins de 1,60 F le kilo. Dans le Gard, nombre d'entre eux ont décidé d'arrêter la cueillette, ce prix ne leur permettant pas de couvrir leurs frais. De même, cent mille tonnes de tomates, autant de pêches risquent bien de finir à la décharge publique...

L'anarchie capitaliste mène à la ruine plus ou moins rapide des centaines de milliers de petits paysans, tandis que les produits agricoles restent hors de prix pour les ouvriers des villes. Mais ça n'est pas perdu pour tout le monde ! Quant aux capitalistes des conserveries, ils préfèrent s'approvisionner en Italie ou en Grèce, où les prix sont plus bas.

en bref...

LA CORSE EN COLERE

par Éric BRÉHAT

7- «ON NE PEUT PLUS CONTINUER COMME MAINTENANT»

La révolte des petits paysans corses, viticulteurs, éleveurs, agriculteurs, a pris une forme organisée dans la FDSEA (1). Alors que nationalement, la FNSEA représente incontestablement les intérêts des paysans moyens et riches, il en va autrement en Corse, où cette organisation regroupe à côté des paysans «essayant de s'en sortir», une bonne part de paysans pauvres les plus combatifs. L'une de ces régions de plus forte implantation est la plaine d'Aléria, c'est-à-dire là où la «colonisation» de l'île s'est faite le plus sentir. La répression à grande échelle, les menaces faites contre certains militants syndicalistes agricoles, ont aussi beaucoup influé sur l'évolution de cette organisation, même si elle reste encore tributaire des conceptions réformistes de la fédération nationale. Nous publions aujourd'hui quelques extraits d'une conversation avec Roger Simoni, président de la FDSEA Haute Corse, lui-même viticulteur près de Ghisonaccia.

La SOMIVAC : l'instrument de la colonisation de la plaine d'Aléria

—Quotidien du Peuple : Quelle appréciation portes-tu sur la situation actuelle, à l'heure du procès d'Aléria ?

—R.Simoni : A mon avis, on ne peut plus continuer comme maintenant. Je dirai même que c'est vrai dans presque toutes les régions. Au moment de la Commune de Paris, c'était le peuple de Paris qui était en ébullition et les régions qui ne suivaient pas, maintenant, c'est un peu le contraire.

En Corse, c'est particulièrement clair : il y a vingt ans, le Corse était content d'aller à Paris. Maintenant, il s'y refuse, où s'il y va, le contraste entre ce qu'il voit dans les beaux quartiers de Paris et les baraques en pierre sèche du Niolo le pousse à la révolte.

—QdP : Quelle influence le verdict du procès aura sur les évènements ?

—R.Simoni : C'est très important. En cas de condamnation grave (plus de cinq ans) de Siméoni, personne ne sait ce qui se passera, plus aucune concertation ne sera possible, et les fusils parleront. Et ça risque de ne pas être les petits plasticages qu'on a connus jusqu'à présent. Lorsqu'on parlait de «régionalisation», le gouvernement ne voulait rien entendre. Ça a chauffé et on en est venu à l'autonomisme. Alors le gouvernement a accepté la régionalisation. Maintenant, il refuse l'autonomie. Mais il ferait bien de réfléchir à où en seront les idées quand il devra l'accorder.

—QdP : Ce que le gouvernement a accordé apparaît de plus en plus comme du bluff ?

—R.Simoni : Oui, mais il faut un peu revenir en arrière, au lendemain d'Aléria et de la nuit de Bastia. A ce moment, le gouvernement prit quelques décisions : création d'une SAFER, nomination de Riolacci comme préfet... Nous, on leur disait : *«On est prêt à jouer le jeu de l'apaisement, mais il ne faut pas que les gens se sentent traqués...»* Ils ont cru que l'apaisement était revenu, et qu'ils pourraient faire ce qu'ils voulaient. Riolacci a voulu liquider l'autonomisme et le syndicalisme agricole. Une erreur de plus !

—QdP : A t'entendre, on dirait que le seul reproche à faire au gouvernement est d'être bête, de ne pas prendre, par entêtement, les décisions qui résoudraient tout ?

—R.Simoni : Je ne dirais pas qu'il est bête, ce gouvernement, mais qu'il est faible. C'est en cela peut-être qu'il est obligé d'agir comme il le fait. Par exemple, si le projet de De Gaulle sur la régionalisation était passé, ça aurait *retardé* beaucoup de choses, peut-être de dix ans. Mais ça les aurait seulement retardé...

—QdP : Tu disais que Riolacci a voulu liquider le syndicalisme agricole. Comment a-t-il procédé ?

—R.Simoni : Tout a été mis en œuvre, contre nous. Déjà les barbouzes, qui nous ont menacés, et qui ont même plastiqué notre responsable pour la Corse Sud. On sait très bien qui leur donne des ordres : après avoir reçu des menaces, j'ai téléphoné à Ajaccio, à la fédé. Je savais que le téléphone était sur écoutes. Et j'ai dit : *«qu'ils sachent bien que si un de nous est attaqué, nous saurons à qui nous adresser».* Et je citais quelques noms de politiciens comme Rocca Serra et Bozzi. Le lendemain, un communiqué de «Justice et Liberté», une des organisations des barbouzes, expliquait qu'ils n'avaient rien à voir avec les hommes politiques, les forces politiques...

Il n'y a pas que cela. Riolacci a créé un syndicat maison, l'UDSEA, où l'on ne trouve que les gros agriculteurs, les fils ou neveux de députés... Et avec ça, il a pris les grands moyens pour les élections aux chambres d'agriculture. A Murello, par exemple, sur quarante votants, il y a eu quarante-sept voix pour les notables, pour l'UDSEA. Et puis ils ont voulu nous virer de la Caisse locale du Crédit Agricole, à Ghisonaccia. Ça n'a pas marché, puisqu'on a occupé la Caisse d'Ajaccio, et que le personnel s'est solidarisé avec nous. Mais il a trouvé le moyen de nous coller une inculpation de vol d'armes, à ce sujet...

—QdP : Quelles sont vos relations avec la FNSEA ? Ne penses-tu pas que la FNSEA fait l'amalgame entre petits et gros, entre paysans qui finalement n'ont pas les mêmes intérêts ?

—R.Simoni : C'est un peu vrai. Et puis il y a l'histoire de la concertation qui est la règle d'or à la fédération. Moi, je pense que ça peut marcher jusqu'à un certain point, mais qu'il faut savoir taper du poing sur la table au bon moment. Par exemple, on s'était bagarré au congrès pour qu'il y ait une nette dénonciation de cette répression. Debatisse n'a pas voulu... Seulement, il a bien été obligé de le faire, quand vingt-trois paysans bretons ont subi le même sort !

(1) Fédération Départementale des Syndicats d'Exploitants Agricoles

INTERNATIONAL

O.E.A. : CONFÉRENCE À SANTIAGO DU CHILI

PINOCHET ET LA POLITIQUE DE KISSINGER

Vendredi 4 juin, s'est ouverte à Santiago du Chili, la 6e session de l'assemblée générale de l'Organisation des Etats Américains (OEA) qui devrait durer quinze jours. A l'ordre du jour, la question des droits de l'homme, traitée au pays de Pinochet et sous sa présidence, ne peut guère laisser d'illusion sur ce qui en sortira. En ouvrant la séance vendredi dernier, le fasciste Pinochet a montré par ses déclarations que le niveau de ses attaques n'avait toujours pas changé.

Un autre point de l'ordre du jour est le problème du canal de Panama pour lequel les Panaméens revendiquent un nouvel accord avec les Etats-Unis : *«Le Chili tire profit de son cuivre, le Venezuela de son pétrole, nous avons bien le droit de tirer profit de notre position géographique»* déclarait le ministre des affaires étrangères de la République panaméenne. Voilà qui donne le ton sur les nouveaux rapports existants entre l'impérialisme américain et les pays latino-américains et des Caraïbes présents au Chili. L'important sera donc de suivre l'évolution de ces rapports dans le cadre de l'OEA et les moyens mis en œuvre par l'impérialisme US pour y répondre.

ÉCHAPPER A LA TUTELLE US

Mise en place par les USA pour faciliter leur domination sur les pays latino-américains et des caraïbes, l'OEA a depuis plusieurs années été remise en cause par plusieurs des pays qui en sont membres.

Depuis 1960, ils ont cherché à s'organiser au niveau du continent sud-américain en créant l'Association Latino-Américaine de Libre Echange (A.L.A.L.E.) qui regroupe 11 pays soit le Mexique plus la totalité de l'Amérique du Sud moins la Guyane et le Surinam.

Puis en 1969, le pacte andin regroupant Venezuela, Colombie, Equateur, Pérou, Bolivie et Chili était un pas de plus. Au lieu de se limiter à de simples libérations douanières, qui certes ont facilité les échanges entre les pays membres et leur ont permis de se développer, il développe les relations des pays signataires en dehors du contrôle des USA. Le pacte andin a établit un programme commun d'industrialisation devant permettre une meilleure utilisation des ressources de ces pays et l'accord 24, qui règlemente et limite les investissements étrangers, visait immédiatement le pillage impérialiste américain. Bien que Pinochet refuse de mettre l'accord 24 en application au risque de se faire exclure, un certain nombre de réalisations marquent déjà la mise à exécution du pacte andin, renforcées par les récentes nationalisations. En août 75, les militaires péruviens nationalisaient la Compagnie Minière Marcona (Fer) puis, le Venezuela, troisième pays producteur de pétrole du monde, nationalisait l'exploitation du pétrole en janvier dernier. De son côté, la Jamaïque imposait une taxe à l'exportation sur la bauxite.

De plus, la création du SELA (Système Economique Latino-Américain) fin 1975, patronée par le Venezuela, membre de l'OPEP, la Colombie et le Mexique marque l'avancée de l'organisation des pays du Tiers-Monde pour leur indépendance.

ARGENTINE, CHILI : LE NOUVEAU DIALOGUE DE KISSINGER

Face à cela, l'impérialisme yankee se voit contraint de modifier sa stratégie, même s'il est encore capable d'utiliser la manière forte comme il l'a fait à Saint Domingue en 1965 ou au Chili en 1973 ou tout récemment en Argentine, il tend à instaurer ce que Kissinger appelle un «nouveau dialogue» tout en continuant à s'appuyer sur les régimes fascistes qu'il a mis en place, Pinochet au Chili et Balaguer à Saint Domingue en étant les meilleurs exemples.

• PÉROU

Des incidents violents se sont produits vendredi entre plusieurs milliers d'ouvriers en grève et les forces de police. Il y aurait d'après les chiffres officiels une soixantaine de blessés.

• ÉTHIOPIE

Le gouvernement militaire a été obligé de stopper la marche d'invasion contre l'Érythrée... Des milliers de paysans victimes de la sécheresse avaient été organisés et armés pour l'envahir massivement. Au cours des premiers engagements avec les forces érythréennes au moins deux cents envahisseurs ont été tués. Des centaines d'autres ont refusé d'aller plus loin et ont regagné leur région. Ce qui oblige la junte à stopper la marche.

• IRLANDE

Après la mise en place des milices protestantes, la tension s'est accrue en Irlande du Nord. Une patrouille des milices a tiré dans un bar «catholique» faisant quatre morts. Ces nombreux assassinats s'accompagnent d'un renforcement de la présence militaire britannique : deux cents soldats sont venus renforcer les trois mille déjà présents. Les patrouilles sont plus nombreuses tandis que les milices protestantes bloquent les quartiers pauvres, «catholiques».

• URSS

Le déficit commercial de l'Union Soviétique s'est approfondi au début de l'année. Il s'élève à un millard sept cents millions pour le premier trimestre 76 contre un milliard quatre cents millions en 75. Le déficit commercial à l'égard des États Unis a été multiplié par 2,5 sur l'année dernière... Les deux tiers des importations venant des USA sont le blé et les céréales, l'autre tiers est constitué par des biens d'équipement.

• Dans la vallée du Frioul, dans le Nord-Est de l'Italie, qui a été dévastée par un tremblement de terre, la situation reste dramatique pour la population : le dégagement des décombres n'est pas fini. Ceux dont la maison n'a pas été totalement détruite mais seulement ébranlée, n'osent pas y coucher, de peur qu'elle s'écroule. Bien des habitants pensent qu'ils vont passer l'hiver sous la tente : les travaux de reconstruction avancent très lentement.

TRIBUNE ÉTUDIANTE

A travers la critique des réformistes et des révisionnistes : ***CONSTRUIRE UN PÔLE RÉVOLUTIONNAIRE***

Dans le cours du mouvement étudiant, notre Parti a pu construire de nombreux cercles. Voici aujourd'hui le bilan et les perspectives que se trace le cercle du PCRml de Dauphine.

Il est apparu au cours du mouvement étudiant contre la réforme du deuxième cycle un certain nombre de tendances politiques. Ces tendances ont au fur et à mesure des débats révélé leur vraie nature : d'un côté, une droite qui s'est organisée avec l'appui implicite des groupes fascistes (comités anti-grève), de l'autre, une «gauche» forte du soutien des trotskystes et qui s'est montrée tout au long du mouvement être une «gauche» révisionniste et réformiste. Ce sont ces tendances, fasciste d'un côté, révisionniste et réformiste de l'autre, qu'il nous incombe, à nous étudiants révolutionnaires, de dévoiler et de critiquer.

Pour la première fois depuis longtemps, nous avons vu une droite s'organiser et pouvoir se maintenir en milieu étudiant sans autre riposte que des joutes oratoires dans les assemblées générales. Reprenant à son compte les arguments du pouvoir bourgeois, le comité anti-grève rassembla près de trois cents étudiants parmi les plus réactionnaires. Mais de fait, sur Dauphine, un grand nombre d'étudiants hésitant à s'engager dans la lutte se rallièrent à la cause des grévistes. La droite fut ainsi vite isolée, la majorité des étudiants ayant dénoncé les actions et prises de paroles ultra-réactionnaires, sinon fascistes.

Face à la droite unie, un courant révisionniste, réformiste et un courant révolutionnaire.

Les réformistes et leurs alliés (MAS-LE, LCR) se prêtèrent à toutes les magouilles et alliances possibles pour tenter de conquérir une direction incontestée du mouvement.

Parce qu'ils refusaient le débat de fond sur l'université bourgeoise, parce qu'ils posaient la question de la liaison aux travailleurs en termes de liaison aux directions des centrales syndicales, ils précipitèrent le mouvement vers l'impasse politique (aucune initiative concrète), et de fait vers l'échec de la grève. Les réformistes et leurs alliés, en conduisant petit à petit la liquidation politique du mouvement se virent de plus en plus critiqués par les masses étudiantes.

C'est alors que l'on vit les révisos soutenus par le MAS-LE appeler à la reprise des cours. Le slogan «UNEF trahison» traduisait spontanément la prise de conscience pour un nombre important d'étudiants que les révisos ressemblaient beaucoup aux bourgeois au pouvoir actuellement, et que leur lutte contre la réforme n'était en fait qu'un combat pour la préservation des privilèges de la petite bourgeoisie à l'université.

C'est pour cela qu'il incombe aux révolutionnaires de continuer à mener la critique de fond des révisionnistes et des réformistes. Les étudiants venus nous rejoindre dans le bouillonnement de la lutte prendront ainsi conscience, dans le froid de la reprise des cours et des examens, des positions et des choix politiques à prendre à court et à long terme.

Contre les réformistes et les révisionnistes, une gauche révolutionnaire s'est développée à partir des revendications formelles des étudiants en lutte. Le mot d'ordre «abrogation de la réforme sans négociation» était et reste un mot d'ordre juste. Le mot d'ordre «grève générale de l'enseignement» aurait pu être juste si la question de la liaison aux travailleurs avait été résolue. C'est en donnant un contenu à ces revendications formelles que nous avons pu imposer le débat de fond sur l'université bourgeoise. A peine avait-on abordé la question de la liaison aux travailleurs que le clivage entre les diverses forces politiques apparut nettement : d'un côté, les trotskystes (LCR) soutenant l'UNEF-PC recherchaient l'alliance avec les directions des centrales syndicales. De l'autre côté, les camarades de Révolution et nous, marxistes-léninistes, au sein du Comité d'Action, recherchions une unité avec les travailleurs révolutionnaires en lutte. Le débat permit alors la clarification politique.

Nous sommes intervenus principalement pour poser cette question ainsi que la question de l'avenir des étudiants en tant que futurs cadres. Plusieurs réunions se sont tenues : avec le CLISACT, un travailleur de la SONACOTRA, des travailleurs de Bendix dont un ingénieur révolutionnaire, et à propos de Bourgogne-Electronique.

Au cours de la lutte, le débat devenait de plus en plus clair. Par exemple, quand il fut évident que le pouvoir ne cèderait pas sur l'abrogation de la réforme, l'UNEF, avec le soutien franchement opportuniste de la LCR continuait de demander des négociations avec le secrétariat d'Etat. Les spontanéistes croyaient que, pour sortir de la situation de blocage, il fallait répondre par des manifs dures et violentes. Mais on s'aperçut vite que la masse des étudiants n'étaient pas prêts à cela. La seule solution ne pouvait être que politique. Les marxistes-léninistes prirent alors en charge de mener jusqu'au bout le débat politique et la critique de l'université au service du patronat.

Mais l'unité des forces n'était pas réalisée pour autant. Les camarades de Révolution, par exemple, soutenaient lors des manifs le slogan «Dehors, dehors le régime à Giscard», alors que le mot d'ordre des marxistes-léninistes était «Elle est pourrie, la société bourgeoise...». Le premier mot d'ordre s'attaque aux représentants de la société capitaliste actuelle, le second à toute société bourgeoise. Y compris celle de «l'Union de la Gauche».

La trahison de l'UNEF-PC qui appela, au lendemain du premier mai, à la reprise des cours, amorça le processus de desagrégation du mouvement, déjà bloqué politiquement par les réformistes. Révélant encore une fois leur ligne opportuniste, les trotskystes tentèrent de rallier le camp de la gauche révolutionnaire, ne désirant pas être associés à l'UNEF-traître. Mais c'etait trop tard. Le chantage aux examens, la trahison de l'UNEF et du SNES-Sup, l'intox gouvernementale à la presse et à la radio firent que la reprise des cours fut votée petit à petit par les étudiants fatigués de deux mois de lutte sans résultat significatif. Le débat politique était cependant lancé, et il continue aujourd'hui dans les travaux dirigés.

Il est important de poursuivre la critique du savoir et de l'enseignement bourgeois, d'avancer dans la question de la liaison aux travailleurs, de la possibilité de mettre nos connaissances au service de leurs luttes.

Il faut développer le pôle révolutionnaire qui s'est dégagé dans la lutte, développer de nouvelles perspectives pour se placer sur les positions du prolétariat révolutionnaire.

Nous proposons d'organiser :

- Des groupes de critique de l'enseignement, critique appuyée par des enquêtes auprès des travailleurs.
- Des comités de soutien aux luttes des travailleurs (Bourgogne-Electronique, par exemple).

Cercle Communiste Révolutionnaire
(marxiste-léniniste)
E. Dmitriev - Dauphine Paris IX

LA SITUATION AU LIBAN

LIBAN

suite de la une

Surprise de cette résistance, la Syrie a accusé le Fath de comploter avec les sionistes. Les mensonges du régime syrien ne peuvent plus passer, ne peuvent plus cacher que c'est lui qui accomplit le complot impérialiste dans la région.

Face aux agissements du régime syrien, l'Égypte vient de rompre ses relations diplomatiques avec la Syrie. C'est la première fois que des régimes confrontés directement à l'État sioniste en arrivent à ce point de discorde. Cela montre d'une part l'intérêt de l'ensemble du monde arabe à la question palestinienne, et, d'autre part, la visée des impérialistes qui cherchent à créer des conflits entre les pays arabes. L'attitude de l'Égypte doit être suivie par l'ensemble des pays arabes, pour arriver à l'isolement de la Syrie, jusqu'à ce qu'elle retire ses troupes du Liban.

Bien que la Syrie cherche à commettre un massacre pareil à celui de septembre 70 en Jordanie, la situation a changé depuis. La Résistance Palestinienne a noué des liens très étroits avec les masses libanaises. Celles-ci sont armées, prêtes à défendre les acquis d'un an de lutte.

Yomna el KHALIL

Que veut le régime syrien ? (1)

LE REGIME SYRIEN ET LA RESITANCE PALESTINIENNE

Le premier juin, les troupes syriennes pénètrent au Liban pour frapper la Révolution Palestinienne et le mouvement patriotique libanais. Comment la Syrie, qui se prétend le meilleur défenseur de la cause palestinienne, peut-elle arriver à ce stade ? Quelle est la nature de ce régime qui se prétend progressiste ? Est-il tombé sous la domination américaine ? Quel rôle ont joué et jouent encore les Soviétiques dans ce pays ?

UN RÉGIME TRÈS LIÉ A L'URSS

La présence de l'URSS en Syrie est apparente à tous les niveaux de la vie de ce pays. Son armement en dépend. Sur le plan économique, l'Union Soviétique a fait construire le grand barrage sur l'Euphrate.

Des capitaux soviétiques et d'Europe de l'Est sont investis dans les industries dans les projets publics (constructions de routes, etc...) et les projets privés (hôtels, immobilier, etc...). Le commerce extérieur de la Syrie se fait principalement en direction des pays arabes, de l'URSS et des pays d'Europe de l'Est. Pour maintenir sa présence, l'Union Soviétique joue plusieurs cartes. Au sein du régime, elle s'appuie à la fois sur les révisionnistes, une partie des baassistes et sur ceux qu'on appelle les «indépendants», technocrates au service du pouvoir. Le frère du président Al-Assad, homme très proche des Soviétiques, est responsable du «Sérail de la défense», un des postes les plus importants sur le plan militaire.

Il est aussi responsable de l'éducation. Il s'agit d'un secteur extrêmement important pour les Soviétiques, car, à partir de là, ils envisagent de former les cadres, les technocrates de l'Etat.

Ces cadres sont formés dans l'esprit du mépris des masses. Ils ne doivent penser qu'à grimper les échelles pour avoir de meilleurs postes. Tous les intellectuels ayant obtenu des diplômes supérieurs doivent appartenir à l'association que vient de créer le responsable de l'éducation. A partir de là, ils peuvent être employés dans le domaine de leur spécialisation. Il s'agit d'un moyen de forcer les intellectuels à être des cadres au service du régime.

Cette tactique adoptée par les Soviétiques en Syrie, celle de s'appuyer sur plusieurs tendances, lui a permis de développer considérablement son influence.

Cette influence s'exerce aussi sur les rapports entre le régime syrien et la Résistance Palestinienne. Pour celle-ci, un pays sous influence soviétique cherche, en définitif, comme les pays sous influence américaine, à l'empêcher de mener sa lutte de libération.

UN CONTROLE ÉTROIT DE LA RÉSISTANCE PALESTINIENNE

Le régime syrien contrôle étroitement la Résistance Palestinienne, présente sur son territoire. Le Front Populaire de Libération de la Palestine y est interdit. Le contrôle est militaire et politique : il est interdit d'accuser le régime, le déplacement des responsables est contrôlé, ils ne peuvent rencontrer des gens opposés au régime, sous peine d'être chassés du pays. Cette situation rend très difficile la liaison entre la Résistance et les masses palestiniennes, comme cela a pu être vu au Liban.

C'est pour cette raison que la principale force de la Révolution Palestinienne se trouve au Liban. Les masses syriennes sont pour la libération de la Palestine mais le régime exige qu'elles le suivent. Quand le régime mène une guerre contre Israël, comme en 73, le peuple syrien est plein d'enthousiasme. Mais quand le régime propose un règlement sur le dos de la Résistance, les masses se révoltent. A chaque fois, elles sont réprimées. A Hama, en 1972, une révolte a conduit à l'assassinat d'une centaine de civils par l'armée.

Le régime, pour expliquer son attitude, prétend que ce sont des réactionnaires.

Certaines révoltes, parce qu'elles étaient sans direction politique juste, ont pu être récupérées par des mouvements réactionnaires, comme l'organisation des Frères Musulmans. Mais au départ, toutes les révoltes étaient dirigées contre l'état policier et bureaucratique du régime.

A présent, c'est le même régime qui empêche le peuple syrien de crier sa colère face aux agissements de l'armée au Liban.

LES PALESTINIENS AU LIBAN

La principale force militaire et politique de la Résistance peut être située au Liban. En Syrie comme dans les autres pays arabes celle-ci est tellement contrôlée que ses forces ne peuvent se déplacer librement, comme au Liban. Au Liban, depuis septembre 70 la Résistance a noué des liens très étroits avec le peuple libanais, partant du principe que seuls les peuples arabes la soutenaient véritablement. En Jordanie 70, le régime a pu commettre un massacre contre le peuple palestinien en partie à cause de la faiblesse des liens noués avec le peuple jordanien. Depuis cette date, les complots de liquidation de la Résistance Palestinienne se sont répétés, principalement au Liban. En mai 73, la Révolution Palestinienne et les forces patriotiques libanaises sortent victorieuses de la lutte contre l'armée libanaise. Au début des évènements en avril 75, les liens encore plus étroits entre le peuple libanais et palestinien ont mis en échec une série de complots.

Le peuple palestinien vit, dans sa grande majorité dans des camps situés au sud, à Beyrouth, au nord et dans la Békaa. Il représente une grande partie de la classe ouvrière, des ouvriers agricoles qui travaillent au Liban. Ils sont environ 500.000 à survivre, à lutter pour leur retour en Palestine.

Le sort de la révolution arabe dépend du sort de la Révolution Palestinienne au Liban. C'est pour cette raison que beaucoup de régimes arabes cherchent à la liquider et c'est pour cette raison qu'elle est soutenue par les peuples arabes.

L'URSS ET LES ÉTATS UNIS EN FAVEUR DE L'INTERVENTION SYRIENNE

Quelques jours avant l'entrée des troupes syriennes au Liban, Brown, l'envoyé américain au Liban, déclarait que les Etats-Unis avaient eu tort de limiter l'intervention de la Syrie au Liban, un mois auparavant. Pour les Etats-Unis, la Syrie est une force capable de liquider ou de contrôler la Résistance Palestinienne en vue du règlement de la question du Proche Orient. Forts de l'appui des Américains, les troupes syriennes pénètrent au Liban.

Au même moment, Kossyguine fait une tournée au Proche Orient. Il fait des déclarations contradictoires en Irak et en Syrie, montrant par là que l'URSS joue sur plusieurs tableaux. En Irak, il se déclare opposé à toute intervention dans les affaires intérieures libanaises, car c'est l'attitude de l'Irak. En Syrie, il déclare que son pays est déterminé à soutenir la Syrie dans son intervention au Liban, et annonce que l'URSS était prête à renforcer le potentiel «défensif» de la Syrie, c'est-à-dire l'approvisionner en chars, blindés et canons, utilisés au Liban. L'agence Tass parle de *«petits contingents de troupes syriennes»* qui *«ont été envoyés au Liban pour contribuer à normaliser la situation dans le pays»*. Ces «petits contingents» s'élèvent à plus de 25 000 soldats, des chars lourds soviétiques, des colonnes motorisées, et des unités navales.

En plus, l'Union Soviétique vient d'augmenter le nombre des navires de guerre de sa flotte stationnée en Méditerranée, envoyant une dizaine de nouveaux navires. Si les deux puissances sont d'accord pour renforcer l'intervention syrienne contre la Révolution Palestinienne, elles n'en restent pas moins opposées, toutes deux cherchant à établir leur contrôle sur la région. La lutte entre elles va encore s'aiguiser pour savoir qui va retirer les bénéfices de l'agression syrienne contre les peuples libanais et palestinien, et au détriment des peuples arabes.

QUI SOUTIENT VÉRITABLEMENT LA RÉVOLUTION PALESTINIENNE ?

Au début des évènements, une large coalition s'est formée contre les Phalanges, groupant des politiciens traditionnels, des chefs religieux, des partis et des formations diverses, et essentiellement la Révolution Palestinienne et les milices libanaises autour d'elle. Au fur et à mesure des combats, chaque groupement a montré pourquoi il se battait réellement.
il se battait.

Depuis l'intervention syrienne, les différentes attitudes ont montré quelles sont les forces qui soutiennent véritablement la Révolution Palestinienne et luttent pour sa sauvegarde.

La plupart des politiciens traditionnels se sont rangés avec la Syrie : Karamé, chef du gouvernement, Al-Assaad, président du parlement, plus de la moitié des députés, les chefs religieux, comme Al-Sadr, fondateur du «mouvement des déshérités», groupement confessionnel chiite, et des responsables chrétiens qui s'opposaient aux phalanges. Les partis et groupes politiques qui se sont rangés avec l'intervention syrienne sont le Baas pro-syrien, deux formations nassériennes à la tête desquelles se trouvent des racketteurs (Chatila et Arab). Dans les partis révisionnistes libanais, des luttes se mènent au sujet du soutien ou non à la présence syrienne.

Le chef du bloc national, Eddé, est contre l'intervention de la Syrie, car il est pour le nationalisme libanais.

Les forces qui soutiennent véritablement la Révolution Palestinienne et qui s'opposent véritablement à l'intervention syrienne sont les nassériens indépendants, «les Mourabitoun», les différentes milices libanaises autour de la Résistance, le Baas pro-irakien, Joumblatt, chef du «parti socialiste progressiste», la majorité de l'Armée du Liban arabe et les masses libanaises et palestiniennes qui considèrent que l'intervention syrienne amènera des combats encore plus meurtriers qu'avant.

Naplouse : manifestation pour l'anniversaire de la guerre des Six Jours

A Naplouse, l'une des principales villes de Cisjordanie, en Palestine Occupée des milliers de manifestants se sont opposés aux forces d'occupation. Puissamment armées, celles-ci n'ont pu empêché les regroupements de se former.

Des manifestations se tenaient pour l'anniversaire du déclenchement de la guerre de 1967, par laquelle Israël s'est emparé de toute la Cisjordanie, de Gaza, ainsi que des territoires syriens du Golan et égyptien du Sinaï. Neuf ans après l'Etat d'Israël ne peut plus faire preuve de la même arrogance, confronté qu'il est avec une grave crise et isolé sur le plan international, grâce à la lutte du peuple palestinien, notamment dans Israël meme : depuis novembre, les manifestations sont incessantes dans toute la Palestine.

MEETING DE SOLIDARITÉ AVEC LA RÉVOLUTION PALESTINIENNE ET LE MOUVEMENT NATIONAL LIBANAIS
organisé par les Etudiants Patriotes Syriens en France
Maison d'Italie - Cité Universitaire - Bd Jourdan
Jeudi 10 juin 1976 à 20 h 00

NON A L'INTERVENTION SYRIENNE AU LIBAN

INTERNATIONAL

USA : ÉLECTIONS PRIMAIRES EN CALIFORNIE

Les dernières élections primaires se déroulent aujourd'hui en Californie. Au cours de ces élections, les électeurs de chaque parti désignent leurs candidats préférés. L'investiture officielle sera attribuée le 12 juillet prochain à New York pour les républicains et le 16 août à Kansas City pour les démocrates. Les élections partielles sont destinées à donner un mandat aux délégués qui désigneront le candidat du parti au cours des conventions.

Les élections de Californie sont importantes, non seulement parce qu'elles sont les dernières, mais parce qu'elles doivent désigner un grand nombre de délégués. Pour les démocrates, elles pourront confirmer la stagnation de Carter, qui, après avoir remporté certains succès se voit disputer l'investiture par un nouveau venu, le sénateur Church, qui a mené l'enquête sur le Watergate.

C'est chez les républicains que la bataille est la plus chaude : Ford vient de lancer une grande campagne à la radio et à la télévision accusant Reagan, qui lui dispute la place, de vouloir la guerre. En effet, l'une des pierres de touche des élections américaines est l'attitude à l'égard de la détente. Ce débat agite tout le personnel politique et toute la bourgeoisie américaine depuis plusieurs mois, et ce sont eux et personne d'autre qui choisiront et le candidat et le président lui-même : alors que Ford défend la politique de détente, Reagan la remet en cause. Le débat est d'autant plus aigû que Ford, président sortant n'a pas conquis la majorité des délégués, et une proportion importante d'entre eux n'ont pas encore fixé leur choix.

• Dans l'Etat de l'Idaho, aux USA, un barrage sur une rivière s'est rompu. Comme des signes inquiétants avaient précédé la rupture, presque toute la population de la vallée en aval (15 000 habitants), a pu être évacuée. Il y a eu cependant au moins six morts. D'autre part, des troupeaux de plusieurs milliers de bovins ont été emportés, des villes dévastées.

NOUVELLES D'ESPAGNE

LE CONGRÈS DES COMISSIONS OUVRIÈRES INTERDIT

La réunion des commissions ouvrières de toute l'Espagne, prévue pour les 27, 28 et 29 juin a été interdite par le gouvernement de Juan Carlos. Cette réunion devait rassembler deux mille délégués venus de tous les points de l'Espagne. De son côté Fraga Iribarne, ministre de l'Intérieur a annoncé qu'il interdirait la vente des bons de soutien destinée à financer et à renforcer les structures des commissions ouvrières.

Le gouvernement considère toujours les commissions ouvrières comme une organisation illégale de communistes. En réalité, ce n'est qu'une excuse pour masquer la crainte que l'organisation la plus représentative des travailleurs inspire à l'oligarchie et à son État. Le gouvernement cherche à diviser le mouvement syndical. Alors qu'il interdit les activités des commissions ouvrières, il tolère la tenue de congrès d'autres organisations, comme celui de l'UGT (Union Générale des Travailleurs, contrôlée par le Parti Socialiste) qui s'est tenu récemment à Madrid. Ce sont des organisations qu'il ne craint pas actuellement étant donné leur faible influence dans les masses.

Les commissions ouvrières ont la ferme intention de tenir leur congrès malgré cette interdiction.

LUTTES DES TRAVAILLEURS DE LA SANTÉ

Des arrêts de travail ont été organisés dans de nombreuses cliniques mardi dernier, alors que se réunissait la commission de délibération chargée de discuter de la situation de 18 000 travailleurs.

Par ailleurs, une manifestation de trois mille personnes, aide-techniciens sanitaires, s'est dirigée vers le ministère de l'Éducation, tandis qu'une grève des aide-techniciens sanitaires s'étendait dans plusieurs villes d'Espagne, touchant à la fois écoles d'ATS et hôpitaux.

A Valence : les hôpitaux sont en grève depuis vingt-deux jours contre 51 licenciements que les patrons avaient prévus. La police n'a pas osé entrer dans les hôpitaux pour disperser les assemblées qui continuent de se tenir dans l'hôpital provincial, l'hôpital José Antonio et le centre de rééducation : 11 travailleurs ont été mis à pied.

A Bilbao : six cents infirmières ont manifesté après avoir décidé de se mettre en grève, en soutenant les revendications présentées par les travailleurs de la santé au niveau national.

UN QUARTIER EN LUTTE

Dans le quartier d'Aluche à Madrid, quarante-deux employées sont en grève pour soutenir une de leurs camarades sanctionnée. Lundi et mercredi, elles se sont enfermées dans une église. L'Association des Voisins d'Aluche a organisé la solidarité. Notamment, elle appelle au boycott du magasin. Dix membres de l'Association ont été arrêtés alors qu'ils distribuaient des tracts d'appel devant SIMAGO.

Aussitôt, les présidents d'autres Associations de Voisins se sont rendus au commissariat pour demander des nouvelles des personnes arrêtées. Ils ont été arrêtés à leur tour.

Cela n'a pas empêché la mobilisation de se poursuivre : le samedi une réunion était organisée et le dimanche mille personnes manifestaient dans le quartier. Les présidents des Associations de Voisins ont été libérés le dimanche.

10 000 MANIFESTANTS POUR CÉLÉBRER GARCIA LORCA

Samedi, le village andalou de Fuente-Vaguevos a résonné des cris : «Amnistie», «Liberté et Socialisme». Plus de 10 000 manifestants s'y étaient rassemblés pour célébrer le 78e anniversaire de Garcia Lorca, le poète républicain assassiné par les franquistes.

SAHARA OCCIDENTAL : 20 mai 73 - 20 mai 76 : un peuple au combat

«NOUS DEVONS NOUS SUFFIRE À NOUS-MÊMES»

(LES CONGRÈS POPULAIRES)

par Grégoire CARRAT

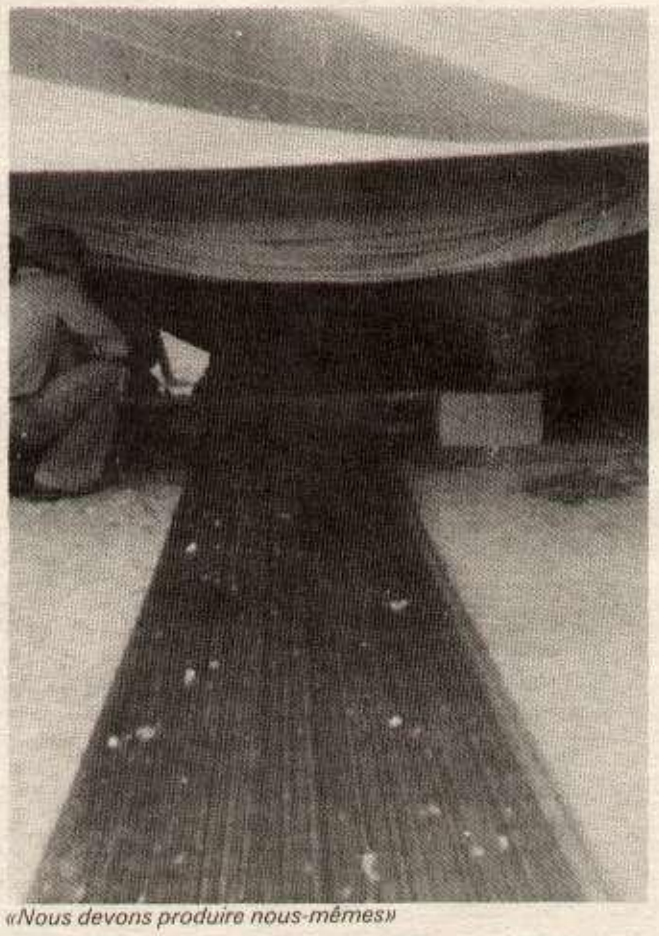
L'invasion du Sahara occidental a été mise en échec par la résistance du peuple sahraoui. De profondes contradictions apparaissent en Mauritanie et au Maroc. L'idée que les peuples mauritanien et marocain ont les mêmes intérêts que le peuple sahraoui commence à apparaître. L'offre du F.POLISARIO de mener une lutte commune vient la renforcer. Elle s'appuie sur l'unité politique de tout le peuple sahraoui, affirmée au cours des congrès populaires.

Dans chaque camp des réunions étaient organisées. *«Avant nous devions lutter chaque jour contre la mort, nous devions d'abord trouver les véhicules, organiser les hommes pour permettre l'évacuation des grands camps de réfugiés. Cette période est terminée et nous pouvons nous consacrer à l'organisation et à la mobilisation en profondeur de notre peuple»* explique un membre du gouvernement de la République Sahraouie.

Ce point de vue l'emporta après des débats importants. *«La démocratie totale en période de guerre va nous désorganiser»* disaient certains, d'autres affirmaient *«Il faut mobiliser toutes les forces pour l'action directe, pour le combat. Les grands débats nous détournent de la lutte»*. Ce point de vue fut combattu et le déroulement même des congrès populaires convainquit tout le monde qu'ils renforçaient la détermination et la capacité de combattre de tout le peuple. Chaque camp a désigné ses délégués pour le congrès général qui doit se tenir bientôt. Chaque camp s'est doté d'une administration solide après discussion des mérites et des défauts de chacun. Mais surtout est apparue au travers des débats la volonté de tous de fonder un pays réellement indépendant.

NOUS DEVONS PRODUIRE NOUS MÊMES

«Bien sûr nous administrons les camps par nous mêmes, mais qu'est-ce que cela veut dire quand nous sommes ici à ne rien faire, tandis que les hommes combattent. Il faut mobiliser le plus grand nombre pour le combat, il faut que restent ici seulement les vieux et les enfants» affirmait une femme âgée au cours d'une de ces assemblées. *Nous sommes devenus des assistés et nous devons tout faire pour que cette situation dure le moins longtemps possible. Les femmes doivent participer largement à la lutte armée».*



«Nous devons produire nous-mêmes»

Parvenir à dépendre le moins possible de l'aide extérieure malgré la situation de réfugiés est l'un des soucis principaux. Dès avant la fin des congrès l'administration centrale a pris l'initiative de convoquer tous les artisans. *«Pourquoi ne ferions nous pas nous-mêmes des armes» «Pourquoi ne produirions-nous pas nous-mêmes nos munitions et tous les outils qui nous sont nécessaires»* étaient des questions répétées par de nombreux intervenants dans les débats. Certains proposaient des solutions montrant que c'est possible.

L'administration centrale s'est emparée des questions posées et des solutions proposées. Elle a demandé aux artisans de préparer une coopérative chargée dans un premier temps de réparer les armes. Ils doivent dresser la liste des moyens à mettre en place pour utiliser les débris des blindés par exemple, et se mettre au travail rapidement. Dans le même sens des ateliers de tissage commencent à se mettre en place. Des commissions étudient comment reconstituer le cheptel de chèvres et de chameaux : décimé par l'exode, il avait déjà été fortement réduit par le colonialisme espagnol. Le but est de répondre le plus largement possible aux besoins de la lutte. Mais au delà, le souci est déjà de mettre en place les moyens qui permettront de créer un Sahara véritablement indépendant. Le visage qu'il commence à prendre au travers des débats des congrès populaires et des décisions qui vont suivre, en fait un pays entièrement nouveau, qui s'édifiera, affirment les Sahraouis, dans la solidarité avec les autres peuples du Maghreb.

UNE NOUVELLE PHASE DANS LA LUTTE

Les congrès populaires marquent une étape dans la conscience du peuple sahraoui ; une volonté s'est affirmée : ne compter que sur soi.

Leur tenue vient d'achever un processus interrompu par l'invasion : le 13 octobre 1975 une grande réunion s'était tenue non loin d'Aïn Bentili qui avait décidé de tenir deux conférences nationales pour achever l'unité nationale et réaliser l'indépendance. La première devait se tenir le 5 novembre. L'invasion a commencé le 1er novembre. *«La date choisie pour l'invasion a dû dépendre de cette décision»* affirme un responsable de l'information. Si le processus a été provisoirement stoppé, si l'invasion visait à briser le peuple sahraoui, il n'en a rien été : la richesse des discussions, la détermination qu'elles expriment symbolisent l'échec de Hassan : dans le feu de la lutte contre l'invasion, a pris corps une conscience nouvelle de ce que sera le nouveau Sahara, ce que sera le nouveau Maghreb édifié par les peuples de la région. C'est pour cela que les Sahraouis combattent aujourd'hui.

Ce peuple, peu nombreux, n'a pu être écrasé par les réactionnaires, son combat aujourd'hui en s'unissant aux autres peuples doit détruire les régimes qui voulaient l'éliminer et qui oppriment les peuples marocain et mauritanien.

ENQUETE

A QUELLE ENSEIGNE SOMMES-NOUS LOGES ! -19-

DES LUTTES QUI BRISENT L'ISOLEMENT

Au terme de cette série d'articles, c'est des luttes que nous parlerons. Dans le domaine du logement, de la ville, le pouvoir de la bourgeoisie ne s'exerce pas sans résistances de la part des travailleurs. De multiples luttes se mènent sur ces fronts et ce n'est pas nouveau : les masses s'opposent depuis le début du capitalisme à leur oppression spécifique sur ce plan. Pas nouveau, voire ! Les luttes qui se mènent sont-elles la répétition des luttes anciennes sous les mêmes formes ? Lutte-t-on dans les villes nouvelles comme dans le Paris populaire d'avant-guerre ? L'examen des luttes actuelles nous montre qu'elles ont des caractères nouveaux, qu'elles remettent plus fondamentalement en cause la domination de la bourgeoisie. Saisir ce qu'il y a de nouveau dans les luttes actuelles, c'est ce que nous tenterons de faire.

A travers ces luttes, c'est non seulement la conception bourgeoise du logement et de l'urbanisme qui est remise en cause, mais plus généralement l'oppression de la bourgeoisie. En cela, ces luttes portent l'exigence d'un changement radical de société et elles en préparent les moyens en remettant en cause l'isolement et la division que la classe dominante s'est efforcée de développer en l'inscrivant dans l'urbanisme, l'architecture et l'organisation de l'espace. Or, on a pu le voir dans les récentes luttes ouvrières, les limites rencontrées à la mobilisation des masses tenaient pour une part importante aux divisions entre différentes couches et catégories du peuple développées par la bourgeoisie, et à l'obstacle que constitue l'organisation capitaliste de l'espace. Les luttes sur le front de l'organisation de l'espace ont le mérite de briser cet isolement, de surmonter cet obstacle. Elles permettent donc de renforcer la lutte sur le front de l'entreprise.

LA GRÈVE DES LOYERS

Les luttes sur le logement sont diverses et multiples. Les plus anciennes et les plus nombreuses portent sur les loyers et les charges. Ces derniers mois avec les augmentations de loyers et surtout de charges (chauffage, eau, etc...) qui ont parfois plus que doublé, les luttes se sont multipliées. Cela va de la simple pétition aux manifestations et au refus de payer les augmentations. La plus radicale de ces luttes a été sans conteste menée au Triolo, cité populaire de la ville nouvelle de Villeneuve d'Ascq, près de Lille. Là, les locataires ont cessé tout paiement pendant plusieurs mois.

QUELLE UNITÉ ?

Certes, ces luttes ont des objectifs relativement limités qui ne remettent pas en cause l'habitat capitaliste, elles sont strictement économiques. Mais s'en tenir à cet aspect des choses serait masquer leur véritable importance. En formulant des revendications sur les loyers et les charges, en s'organisant pour lutter sur ces bases, les travailleurs commencent à briser l'isolement organisé sur les cités modernes par la bourgeoisie, font échec à la division qu'elles créent. C'est déjà un pas important que sortir de l'isolement, mais il reste à savoir quelle unité va se créer, qui va diriger les associations, comités divers qui se créeront pour l'action ou en sortiront. Sur la question des loyers, contrairement à la lutte contre l'exploitation dans les usines, la classe ouvrière et la petite bourgeoisie peuvent avoir les mêmes revendications car elles sont opprimées de la même façon. Et souvent, c'est effectivement la petite bourgeoisie qui se met en tête des associations d'habitants. Ou bien, et c'en est l'expression politique, ces organisations de locataires, d'usagers sont dirigées par les partis bourgeois de gauche, PS ou PCF. La majorité des organisations de base de la CGL, de la CNL, de la CNAPF sont dirigées par les politiciens locaux directement ou indirectement. Quelques unes toutefois sont sur des positions différentes, en particulier pour les APF. De plus en plus d'organisations de locataires sont amenées à quitter les confédérations, certaines se créent au dehors, car leurs méthodes de lutte, grève de loyers notamment, sont en rupture avec la ligne des confédérations (CNL, CGL).

«Les Minguettes»

LA LUTTE DES HABITANTS DES MINGUETTES (VENISSIEUX)

La ZUP des Minguettes à Vénissieux dans le sud de Lyon : là sont parquées plus de 40 000 personnes en grande majorité des familles ouvrières et des petits employés.

COMMENT LA CGE ET LES PROMOTEURS RACKETTENT LA POPULATION

La ZUP est partagée en plusieurs tranches possédées et gérées par différents promoteurs. Sacoviv, Rhône-logis, Société Lyonnaise HLM, Société Villeurbannaise, Logirel, etc... L'ensemble de la ZUP est chauffé par la Société de Chauffage, qui envoie l'eau chaude dans des sous-stations appartenant aux promoteurs. Ces sous-stations envoient l'eau chaude dans les appartements. Chaque promoteur est lié par contrat à la société de chauffage mais c'est la CGE qui facture le prix aux habitants. Chaque habitant a un échéancier d'où il détache un coupon chaque mois lorsqu'il paye ses provisions pour chauffage et eau chaude et froide.

En septembre 75, les habitants reçoivent leurs nouveaux échéanciers pour la saison 75-76.

C'est la stupeur, puis la colère : les nouveaux échéanciers traduisent une augmentation de 20 à 40 % selon les tranches de logements. Je dis bien «traduisent» car la Compagnie Générale des Eaux espérait tromper les gens en faisant passer le paiement sur huit mois au lieu de onze. Qu'on en juge :

Pour un F3
Saison 74-75 : 11 provisions de 71,50 F soit 786,50 F ;
Saison 75-76 : 8 provisions de 136,50 F soit 1 092 F ;
soit 38 % d'augmentation sans compter la régularisation du 12e mois.

Pour un F4 chez Logirel
coût total pour 74-75 : 1 185 F ;
demande d'acompte pour 75-76 : 1 436 F ;
soit 21 % d'augmentation.

Vous avez remarqué que si la CGE encaisse auprès de tous les habitants, les augmentations ne sont pas les mêmes selon les tranches de logements et les promoteurs. On compte sur la division et la confusion pour isoler chaque famille et étouffer toute contestation.

Les différences selon les promoteurs sont importantes.

Pour le chauffage, saison 74-75, pour un F4 :
à la Société Lyonnaise HLM : 1 030,38 F ;
à Rhône-Logis : 1 381,68 F.
Mais aussi pour l'eau chaude, saison 74-75 :
à la Sacoviv : 12,18 F le mètre cube ;
à Rhône-Logis : 15,96 F le mètre cube.
Mais plus encore pour l'eau froide :
à la Société Lyonnaise HLM : 2,41 F le mètre cube ;
à la Société Villeurbannaise : 3,64 le mètre cube.

De plus, le calcul au mètre cube est fait à la sous-station et non pas au niveau des appartements. Comme l'installation a été conçue fort mal, de grosses déperditions de chaleur se font entre les sous-stations et les logements (par exemple, l'hiver, la neige fond immédiatement au dessus des conduites). Peu importe pour les promoteurs, cette chaleur est payée par les habitants.

A tout cela, il faut ajouter que les charges ne cessent d'augmenter. Pour un F3, rue Léo Lagrange, en trois ans (février 73-février 76), le loyer principal a augmenté de 37 %, dans le même temps, les charges augmentaient de 82 % (charges locatives + eau + chauffage).

LES HABITANTS S'ORGANISENT CONTRE CETTE MAFFIA ET SE HEURTENT AUSSI AUX GENS DU P«C»F

En octobre 75, lorsqu'ils reçoivent leurs nouveaux échéanciers, les habitants se refusent à payer et renvoient massivement leur échéancier en demandant une rencontre avec la CGE afin qu'elle s'explique. Cette dernière accepte le «principe» d'une rencontre mais à condition que les promoteurs y participent. Ces derniers naturellement s'empressent de refuser.

Face à cette fin de non recevoir déguisée, les habitants relancent l'action. Le 24 janvier, sont organisées plusieurs manifestations dans différents quartiers de la ZUP. Les manifestants convergent en un meeting de sept cents personnes environ. C'est la première fois qu'un rassemblement aussi important a lieu sur la ZUP. Les gens du P«C»F, organisés dans la Confédération Nationale du Logement refusent de s'associer au meeting. Ils réuniront péniblement vingt personnes, quinze jours plus tard, sur le même sujet.

Comme dit une habitante : *«Les gens du P«C»F n'aiment pas les organisations et actions qu'il ne chapeaute pas. Ils n'aiment pas que les gens décident eux-mêmes de l'attitude à adopter».*

Les habitants s'organisent aussi en commission pour contrôler directement les comptes des promoteurs sur le chauffage. Bien sûr, ces derniers ne leur ouvrent pas leurs livres de compte, mais les locataires font l'enquête parmi eux. Ainsi, sur une tranche, on trouve une différence de quatre millions d'AF entre ce qui normalement est dû au promoteur et ce qui est effectivement versé. A l'avantage de qui ? Devinez !

Au mois d'avril, l'action est relancée à nouveau. Une manifestation en automobile va jusqu'à la station FR 3 à la Part-Dieu, nouveau centre super-chic de Lyon. Là est donnée une conférence de presse, d'autre part les habitants font goûter leur eau aux passants. Il faut en profiter car c'est l'eau froide la plus chère de l'agglomération. Serait-ce la meilleure ?

Le CPL annonce aussi l'ouverture d'un compte bloqué. En effet, si une part importante de la ZUP refuse de payer, de nombreuses familles dont les revenus sont très modestes n'arrivent pas à mettre de côté l'argent qui devra être versé un jour ou l'autre à la CGE. Maintenant les gens viennent toutes les semaines, tous les quinze jours ou tous les mois verser sur le compte bloqué. Ils ne versent que 70 % de la somme réclamée conformément à leurs revendications. Les permanences du compte bloqué sont des moyens de se rencontrer extrêmement importants. Là, on discute souvent à dix, vingt, trente de la lutte, des perspectives. On se connait mieux alors que souvent, auparavant, on s'ignorait.

Dernier mauvais coup du PCF. Il vient de donner l'ordre à ses quelques militants qui y participaient de se retirer du compte bloqué. Vénissieux a une municipalité PCF depuis quarante ans, celle-ci n'a apporté aucun soutien à la lutte. Les locataires font concrètement l'expérience de ce que valent les révisionnistes. Malgré ces coups bas, déjà mille cinq cents échéanciers sont rassemblés par le CPL. Le mouvement aujourd'hui fait tache d'huile. Il gagne immeuble par immeuble.

La CGE et les promoteurs devront céder.

Réalisé par le Bureau de presse de Lyon

FEMMES

LA VIE QUOTIDIENNE D'UNE FEMME A LA ZUP DE VENISSIEUX (Lyon)

Propos recueillis par Martine VINCENT

Le développement de la lutte à Bourgogne Electronique (Dijon), les idées exprimées au cours de cette lutte, mettent en relief la volonté grandissante des femmes de participer pleinement au combat anti-capitaliste de la classe ouvrière, pour la révolution.

Les femmes du peuple contraintes par le chômage et l'opposition de la bourgeoisie à la prise en charge collective des tâches ménagères, à rester des «femmes au foyer», remettent aussi de plus en plus en cause l'ordre établi. Malgré le poids de l'esclavage domestique, malgré l'isolement au sein des grandes cités, et tous les obstacles matériels et idéologiques dressés par la classe dominante sur la voie de l'émancipation des femmes.

Les réflexions de cette mère de famille d'une ZUP de l'agglomération lyonnaise sur sa vie quotidienne, témoignent du rejet grandissant de la situation faite aux femmes et la volonté croissante des femmes du peuple sans profession de prendre, comme les ouvrières, une part active dans l'unité populaire pour la lutte contre la crise et ses conséquences.

«A qui viendrait l'idée qu'on peut faire autre chose que ménage, cuisine, couture ?»

Zup de Vénissieux, au Sud de Lyon : des barres, des tours, un enchevêtrement de blocs de béton qui se sont étendus depuis quelques années de façon anarchique. Ici, s'entassent quelques dizaines de milliers de personnes.

16 HEURES :

Dans une des allées qui quadrillent la «ville», un bâtiment bas, minuscule parmi les immeubles ; c'est l'unique «Maison de Quartier». Nicole et d'autres femmes en sortent. Elles se fixent rendez-vous pour la semaine prochaine. Elles sont nombreuses à se diriger vers la rue voisine pour la sortie de l'école.

Ce n'était pas tout rose, mais on était dans la vie

«SANS PROFESSION»

Comme Nicole, elles sont, selon la formule qui les fait s'insurger, *«sans profession»*.

«Quand on reste à la maison pour élever 2, 3, 4... enfants, est-ce qu'on n'a pas, nous aussi, une journée de travail bien remplie !»

Elles s'insurgent d'autant plus que généralement elle n'ont pas choisi de rester chez elles. Pour la plupart, quand elles se sont mariées, elles ont continué à travailler quelque temps. Elles étaient vendeuses, sténodactylos, O.S., comme Nicole... Puis les enfants sont nés.

Travailler : être payées au SMIC... ou guère plus, donner à une nourrice 400 à 500 Francs par mois et par enfant, plus tous les autres frais : sur la ZUP, pas question de trouver du travail. Il faut partir toute la journée. Les repas à l'extérieur. Les transports. Faire garder les aînés après l'école car on n'est pas là pour les récupérer, ou sans ça les laisser seuls. Et en rentrant, tout le travail de la maison.

Non ça ne vaut vraiment pas le coup !

Tant bien que mal, on se résigne pour quelques années, le temps que les enfants grandissent. Certaines se disent qu'après tout, on entend souvent : *«le rôle de la mère c'est d'élever ses enfants tant qu'ils sont en bas âge...»*

«C'est aussi ce que disait le patron de la boîte de confection où je travaillais quand il a fermé et qu'il a renvoyé les deux cents filles à leur foyer».

Le jour où les enfants vont à la «grande école», on cherche du travail. *«Mais c'est de plus en plus difficile. Et quand tu as trente ans, que tu t'es arrêtée pendant cinq ans, c'est pas toi qu'on prend la première».* Sans s'attarder Nicole récupère à la maternelle Patrick et Sylvie, cinq et quatre ans. Elle a hâte d'être à la maison. Jérôme, dix mois, est seul. Sur la ZUP, rien pour garder les enfants des femmes qui ne travaillent pas. Si elles doivent sortir, elles profitent de l'heure de la sieste des enfants les plus jeunes.

C'EST POURTANT PAS QUE ÇA LES AMUSE !

Daniel, le mari de Nicole est OS dans une boîte d'appareillage électrique. Il gagne 1700 F par mois.

«On n'arrive plus à joindre les deux bouts. Et pourtant, comme je reste à la maison, je fais de plus en plus de choses par moi-même. Je n'achète jamais un pull pour les gosses. C'est moi qui les fais. Les vêtements aussi, en partie».

Comme nous toutes, Nicole constate chaque mois cinq, vingt, soixante centimes... un Franc de plus sur un produit ou un autre. Et les loyers, 25 % en un an à la Zup. Dans les magasins à la ZUP, les caisses sont entourées de dix, vingt petits cartons *«Dame garderait enfants à la journée ou à la semaine».*

«C'est pourtant pas que ça les amuse quand elles en ont déjà deux ou trois à elles. Mais souvent, c'est le seul moyen de s'en sortir.»* Les enfants attablés, Nicole donne son biberon à Jérôme : *«Ce biberon du goûter,* dit-elle en riant, *je le lui garderai aussi longtemps que possible ; c'est souvent le seul moment de la journée où je m'assieds !»

CE N'ÉTAIT PAS TOUT ROSE MAIS ON ÉTAIT DANS LA VIE

***«Et si on nous donnait un salaire, est-ce que pour autant on s'ennuierait moins à la maison, on se sentirait moins isolées ?»* L'isolement, toutes le connaissent. Et elles sont d'accord pour dire qu'il est encore plus grand ici, dans la ZUP.**

«Quand j'ai arrêté de travailler et que nous sommes venus là, j'étouffais. A l'atelier, ce n'était pas tout rose, mais là on était dans la vie. Il y avait le boulot, les copines, on pouvait au moins se bagarrer pour imposer nos droits.»

La voisine de Nicole, qui était vendeuse, prend son gamin et va, deux ou trois fois par jour à la galerie marchande. Uniquement pour voir du monde... Les grandes cités : une architecture cloisonnée. Des contacts difficiles entre habitants. Mais pour ces femmes, c'est en plus l'isolement par rapport à la vie active. Comme dit Nicole : *«Sur la ZUP, on ne travaille pas, on ne se distrait pas. On ne vit pas.»*

Que leur propose-t-on pour sortir de chez elles ? *«Des cours de couture et de cuisine dans les centres sociaux ! J'exagère un peu : des cours de décoration d'appartement et d'art floral aussi ; de quoi développer nos «qualités féminines !»* ironise Nicole. A 20 heures, Patrick et Sylvie doivent être au lit : demain, il y a école. Elle accélère le rythme pour préparer le repas. Puis elle remettra de l'ordre dans la maison, préparera les vêtements des enfants pour demain, en attendant Daniel qui est de l'équipe du soir et ne rentrera que vers 11 heures : c'est bien souvent le seul moment où ils peuvent discuter un peu. *«A qui viendrait l'idée qu'on peut faire autre chose que ménage, cuisine, couture ? Se satisfaire de ce qu'on nous propose et... ne pas trop réfléchir.»* Ne pas réfléchir... que leur place est aux côtés de ceux qui travaillent. Pour Nicole, beaucoup de femmes au foyer n'en sont pas encore conscientes. *«A la Maison de Quartier, on aimerait ouvrir les femmes à ce qui se passe autour d'elles».* La tâche n'est pas toujours facile. *«Dans leur foyer, beaucoup de femmes perdent confiance en elles. Elles ne s'imaginent pas dans un autre cadre, avec d'autres activités. Comme on le disait tout à l'heure, on les y encourage en leur parlant de leur «rôle de mère»... mais il y a aussi la mode, «Confidences», «Intimité»...*

AVEC LES FEMMES IMMIGRÉES

Dans une ZUP comme celle-ci, il y a aussi le problème des femmes immigrées, qui y sont très nombreuses. Pour elles, les conditions de vie sont encore plus dures. A la différence des familles françaises, il faut souvent vivre avec un budget encore plus réduit : salaires souvent plus bas, et la plupart du temps, il faut compter avec les cent, deux cents Francs de moins qu'on envoie à la famille restée au pays.

Et l'isolement ? Il s'agit surtout de l'isolement de la vie sociale car sinon, dès leur arrivée sur la ZUP, elles sont accueillies par les autres femmes, déjà regroupées.

Dans la montée d'escalier où habite Nicole : deux femmes immigrées, l'une syrienne, l'autre marocaine. *«De temps en temps, nous buvons le café ensemble, à l'occasion d'un papier à remplir ou simplement parce qu'on se rencontre à une heure propice ! Elles discutent d'autant plus volontiers que tous les voisins n'entretiennent pas encore avec elles des relations très cordiales.»*

DES INITIATIVES DU GROUPE FEMMES

Depuis octobre dernier, les habitants de la ZUP ont entamé une *grève de l'eau et du chauffage*. Les femmes y prennent part activement : ramassage des échéanciers, délégation à la CGE pour réaffirmer la volonté des habitants du quartier de ne pas payer les augmentations, tenue de permanences depuis l'ouverture d'un compte bloqué, prise en main de la préparation aux journées de popularisation de la lutte...

Le «Groupe Femmes» a pris en main dernièrement la réalisation d'un montage vidéo intitulé «Femmes des Minguettes» dans lequel elles dénoncent leur isolement et leur désir de travailler alors que le chômage les contraint à rester au foyer, les fins de mois de plus en plus difficiles, la menace des huissiers, les conditions dans lesquelles elles élèvent leurs enfants...

Le «Groupe Femmes» est aussi à l'initiative de groupement d'achats sur le quartier et essaie de mettre sur pied des crèches régulières de des ventes régulières de produits sur le quartier et des rencontres avec les Paysans-Travailleurs.

«PETIT A PETIT, ON EST PLUS NOMBREUSES A SORTIR DE CHEZ NOUS»

Pourtant Nicole est optimiste : *«Petit à petit, on est plus nombreuses à sortir de chez nous. Au comité de locataires, on est bien plus qu'il y a cinq ans. Il faut dire que quand les loyers augmentent de 7 % et qu'il faut alors revoir tout son budget ! Et puis, il y a les conditions de vie. C'est nous qui passons le plus de temps ici : si nous voulons une halte-garderie, d'autres crèches pour les femmes qui travaillent, des taxiphones... c'est à nous aussi de nous bagarrer. Les femmes le comprennent de mieux en mieux».*

Au moment où les femmes se battaient pour l'avortement libre et gratuit, on a projeté «Histoire d'A» et discuté là-dessus à la Maison de Quartier, en collaboration avec le Planning et la section «Choisir» de la ZUP. Sur la ZUP, les points sur lesquels intervenir ne manquent pas : Prisunic, récemment implanté, un géant Casino où les filles ne sont pas assez nombreuses, et... 500 femmes qui demandent une place.

***«Être aux côtés de ceux qui travaillent»* c'est aussi être à leur côté dans les luttes ; aux côtés de leur mari par exemple.**

«Il y a des difficultés ! En général, c'est nous qui tenons le budget et lorsque la paye arrive amputée à la fin du mois, il y a encore pas mal de scènes de ménage... En plus, il y a des hommes qui ne pensent pas toujours à parler à leur femme de leur travail, à expliquer la nécessité de la lutte, le jour où ils sont en grève. Mais, sur ce plan là aussi ça progresse. Un pas important a été franchi au moment de la grève des postiers : je me souviens d'avoir vu à ce moment pas mal de femmes du quartier accompagner leur mari pour les assemblées générales, à la Bourse du Travail.»

BLOC-NOTES

Juridique

LA PROTECTION DES REPRESENTANTS DU PERSONNEL

-5-

Travailleurs, syndicalistes, délégués, pour tout renseignement complémentaire, ou pour faire connaître votre point de vue, vos démêlés avec la justice patronale, et ainsi faire bénéficier les lecteurs du «Quotidien» de votre expérience. Prenez contact par lettre ou par téléphone avec Yves BEAUMONT, service juridique du «Quotidien du Peuple».

LA RÉINTÉGRATION

La meilleure sanction d'un licenciement irrégulier, c'est bien sûr la réintégration. Pour le travailleur, elle lui permet de retrouver son emploi et son salaire. Pour le patron, elle est particulièrement vexante.

Une première façon de faire pression sur le patron (en dehors bien sûr de l'action de masse qui est le meilleur moyen) c'est de porter plainte pour entrave. Le risque, si minime soit-il, d'être condamné à une peine de prison, comme un vulgaire escroc, fait réfléchir ces honorables messieurs.

NE PAS ALLER DEVANT LE CONSEIL DES PRUD'HOMMES

Mais on peut aussi obtenir la réintégration par jugement. Pour cela il ne faut surtout pas aller devant le Conseil des Prud'hommes. En effet, celui ci pourra, sur la demande du travailleur, ordonner la réintégration. Mais cette obligation de réintégration ne pourra aboutir en fait à la réintégration. En effet l'article 1142 du Code Civil prévoit qu'une obligation de faire (comme l'obligation de réintégrer) «se résout en dommages et intérêts, en cas d'inéxécution de la part du débiteur». C'est-à-dire qu'on ne pourra contraindre le patron à s'exécuter. On ne pourra que constater qu'il ne le fait pas, et obtenir des dommages et intérêts. Ces dommages et intérêts comprennent toujours le montant du salaire correspondant à la période de protection qui restait à couvrir.

S'ADRESSER AU JUGE DES RÉFÉRÉS

Pour obtenir que la réintégration entre dans les faits, il faut au contraire s'adresser au juge des référés, qui est le président du tribunal de grande instance. En effet, dans l'affaire Detoeuf (un délégué CGT qui avait été licencié irrégulièrement), la cour de cassation a décidé qu'un licenciement sans autorisation est une *«voie de fait»*. Cette expression, venue du droit administratif, veut dire qu'il s'agit d'un acte qui constitue une violation grossière et flagrante de la loi ou qui a été commis en dehors de toute légalité. Dans ce cas, le juge des référés a le pouvoir d'ordonner immédiatement de faire cesser cette voie de fait. Par un arrêt du 15 juin 1972, la cour de cassation a décidé que le juge des référés peut ordonner la réintégration. En effet le licenciement est nul : le contrat n'a donc jamais été brisé et il se poursuit.

Il faut donc s'adresser au juge des référés pour ordonner la réintégration sous astreinte, par exemple de 300 F. Le patron aura à payer 300 F par jour de retard dans l'éxécution de son obligation. Quand ça commence à lui coûter trop cher, il cède.

LA MISE A PIED

En cas de faute grave commise par un délégué, le patron peut le mettre à pied. Le tribunal est cependant le seul à décider si la faute est grave ou non. Même au cas où le licenciement est ensuite autorisé, le tribunal peut estimer que la mise à pied ne se justifiait pas. Si l'autorisation de licenciement est refusée, la période de mise à pied doit être payée.

Le délégué mis à pied ne peut plus exercer son mandat. Par contre il demeure électeur et éligible aux élections professionnelles. La mise à pied doit obligatoirement être accompagnée d'une demande d'autorisation du licenciement. Dès que la décision de l'inspecteur du travail est intervenue (en cas de mise à pied il n'a que 8 jours pour répondre), la mise à pied doit cesser : ou le travailleur est réintégré, en cas de refus de l'autorisation, ou bien il est licencié.

Toute prolongation de la mise à pied après cette décision est un délit d'entrave. De même une mise à pied reconnue injustifiée par le tribunal, ou une mise à pied manifestement discriminatoire envers un syndicat sont des entraves.

(à suivre)

Yves BEAUMONT

MARDI 8 JUIN 1976

TF 1

19 h 20 - Actualités régionales
20 h 00 - Journal
20 h 30 - La merveilleuse histoire des jeux olympiques
Les jeux du bout du monde
21 h 25 - L'histoire de la • Chine de Mao Tsé-toung
Du 1er octobre 1949 à aujourd'hui
22 h 55 - Journal

A 2

19 h 20 - Actualités régionales
20 h 00 - Journal
20 h 35 - Les Dossiers de l'écran
Dwight D. Eisenhower
23 h 30 - Journal

FR 3

18 h 45 - Emissions pour la jeunesse
19 h 05 - Emissions régionales
20 h 30 - Rififi à Tokyo
22 h 10 - Journal

• *Nous suivrons ce soir, plus particulièrement, la deuxième partie de l'émission que Roger Pic a consacrée à l'histoire de la Révolution Chinoise. La première partie, programmée mardi dernier, s'arrêtait à la proclamation de la République Populaire de Chine en 1949. Nous en avons souligné le très grand intérêt dû, entre autres, à un important travail de recherche de documents (cf. QdP du 03.06). La deuxième partie traite de l'édification du socialisme en Chine. L'exemple de la dégénérescence de l'URSS socialiste en pays impérialiste a montré la nécessité de mener une lutte constante contre les tentatives de restauration du capitalisme, et en particulier contre les responsables du Parti, engagés dans cette voie. C'est donc sur la façon dont est présentée la lutte entre les deux voies que doit être appréciée cette deuxième partie, réalisée par Roger Pic.*

Le sujet est d'importance. Aussi, lecteurs du Quotidien, nous vous invitons à nous écrire ce que vous aurez pensé de l'émission de ce soir.

feuilleton HON DAT

DE ANH DUC

RÉSUMÉ :
Soutenus par la population du village, les soldats gouvernementaux se mutinent.

45e ÉPISODE
SANG EST EN MAUVAISE POSTURE

Le noyé était porté sur un brancard par deux soldats et deux civils. Tu Rau qui faisait partie de l'équipe des brancardiers, soufflait en suivant la civière car il venait d'être relayé. Le corps du malheureux avait gardé l'attitude dans laquelle Tu Rau l'avait trouvé : les bras à demi recourbés tendus en avant et les yeux entrouverts. Mais la peau avait pris une teinte plus foncée, les cheveux desséchés et saupoudrés de poussière s'étaient redressés hideusement.

La voix des femmes recommença à crier :
—A bas les Américains, à bas Ngo Dinh Diem, assassins des soldats !
—Rendez-nous les soldats assassinés !
Les soldats se mirent de la partie :
—Cessez le ratissage !
—Nous refusons de nous laisser tuer !
La foule arriva devant la maison en maçonnerie où Sang avait installé son P.C. Les mutins interpellèrent les sentinelles :
—Faites venir le commandant ici !
—Mais il est à la grotte !
—Putain de ta mère, tu veux nous couillonner ou quoi ? Il est là, nous le savons !
Quelques mutins pointèrent leurs canons vers les sentinelles tout en s'avançant vers eux.
—Voyons, fit un factionnaire, pourquoi nous en vouloir à ce point ? On est camarades, non ?
—Appelez le commandant, ou tout est dit entre nous !
L'homme cligna des yeux en lorgnant du côté de la villa et abaissa la voix :

—Il vient de rentrer... seulement il nous a ordonné de n'en rien dire.
—Appelez-le !
—Tirez quelques coups de semonce pour nous couvrir, dit une sentinelle à voix basse.
Les mutins tirèrent deux coups en l'air. En riant, les sentinelles se replièrent vers la demeure du commandant. Dehors on attendit longtemps sans rien voir venir. Les soldats tirèrent encore cinq ou six coups de fusil. Et on finit par voir le commandant apparaître sur le perron et se diriger vers le portail en faisant des moulinets avec son bâton. Il s'arrêta devant les mutins et les foudroya du regard.

Ce que voyant, Mme Hai Thep fit clamer les mots d'ordre. L'officier s'en émut et abaissa son regard. On porta le corps du noyé devant lui. Sang le repoussa des deux mains :
—Pas besoin ! Pas besoin ! Je sais tout !
Mme Ba Ou, les mains sur les hanches, éclata de rire :
—Bien sûr que vous le savez ! les Yankees ne pouvaient le faire sans votre consentement !
Épouvanté, l'officier nia énergiquement.
—Mais non ! mais non ! je viens de l'apprendre à l'instant ! Les Yankees ne m'ont rien dit du tout ! Moi, je suis... je suis aussi indigné que vous ! Je vais joindre ma voix aux vôtres pour protester avec la dernière énergie ! C'étaient mes hommes ! Ça me fend le cœur !
On entendit murmurer dans les rangs des mutins.
—C'est faux ! cria l'un d'eux. Vous vous êtes certainement concertés avec les Yankees. Parlons un peu de votre cœur ! Avant de jeter les hommes à la mer, vous avez vous-même achevé un blessé. On ne vous suit plus ! On n'a nullement le désir de devenir des macchabées ! On s'en va !
—Mais non ! ne faites pas ça ! Je vais signer une pétition avec vous.
—Comme vous voudrez ! Mais après ça, on s'en va !
—Mon Dieu ! ne vous laissez pas embobiner par les bonnes femmes ! Nous sommes sur le point d'exterminer les Viet Cong.
—On s'en fout ! C'est votre affaire !
Le commandant Sang leva les bras au ciel, comme pour retenir ce qui lui échappait, en hurlant son désespoir :
—Je vous dis que les Viet Cong sont en train de mourir asphyxiés ! Nous avons emmuré la grotte !

(à suivre)

le quotidien du peuple

Si les négociations échouent :

"NOUS N'AURONS QU'UNE SOLUTION: LA VIOLENCE"

Recueillie par Pierre VIDAL

Interview d'Ahmed Dini, secrétaire général de la LPAI, reçu aujourd'hui par Giscard d'Estaing

Ahmed Dini, secrétaire général de la Ligue Populaire Africaine pour l'Indépendance, est reçu aujourd'hui par Giscard. Les discussions simultanées entre le gouvernement français et la LPAI d'une part, et les autres «organisations» d'autre part n'ont rien donné. A la fin de l'année 1975, l'impérialisme français a changé de politique : il a proposé de donner l'indépendance à Djibouti, tout en maintenant au pouvoir Ali Aref, qui lui permettrait de garder les bases françaises dans le territoire.

Mais, le peuple de Djibouti se mobilise massivement pour une indépendance réelle, sans condition. Ainsi, la carte Ali Aref n'étant plus viable, le gouvernement français était obligé de chercher autre chose. C'est dans cette perspective qu'il a proposé des discussions à la LPAI derrière laquelle se regroupent largement ceux qui aspirent à l'indépendance. Le pouvoir colonial français espérait arriver à s'en sortir honorablement et mettre en place une solution néo-coloniale avec l'approbation de la LPAI. Une telle solution semble donc très compromise.

En effet, les jeunes cadres et les militants du Parti, entrés en masse à la LPAI en 1975, sur la base d'une indépendance réelle et sans compromis, sont très vigilants :

«Nous empêcherons le succès d'une solution néo-coloniale qui associerait les dirigeants de la LPAI», *déclaraient à notre envoyé spécial, en février, plusieurs d'entre eux.*

De plus, dans l'entretien qu'il nous a accordé, M. Ahmed Dini, secrétaire général de la LPAI est apparemment clair sur les objectifs de son mouvement : refus total de toute solution qui viserait à une solution néo-coloniale, qui viserait, comme il le dit «à donner un morceau d'étoffe en guise de drapeau !»

Ainsi, le gouvernement français n'étant pas décidé à ce que lui échappe un des derniers lambeaux de son ex-empire colonial (l'importance en hommes et en matériel des troupes stationnées à Djibouti en atteste) et les solutions néo-coloniales s'effondrant une à une, on s'achemine vers l'épreuve de force entre la bourgeoisie impérialiste française et le peuple de Djibouti, résolu à conquérir son indépendance. Comme le souligne Ahmed Dini, «si aucune solution politique valable n'est trouvée, une seule voie reste ouverte, celle de la violence».

P.V.

Une loi qui nous prive de nos droits politiques et civiques

Question : Etes-vous satisfait des discussions que vous avez avec le gouvernement français ?

Mr. A. Dini : Nous ne sommes pas satisfaits. Nous sommes venus discuter d'un point très important qui est la question de la citoyenneté, de la nationalité dans notre territoire. Il est appliqué chez nous une loi d'inspiration et d'application malveillante ; c'est la loi du 8 juillet 1963 qui a fait de nous, sur notre propre sol, des apatrides. Cette loi a été prise uniquement pour nous priver des droits politiques et civiques.

Abrogation de la loi

Maintenant que le gouvernement français a dû reconnaître la vocation de notre pays à l'indépendance, l'abrogation de cette loi est un test. La déclaration du gouvernement français ne peut être prise au sérieux s'il continue à prétendre vouloir nous mener à l'Indépendance en nous appliquant une loi qui est l'essence même de l'oppression dans notre pays ; cette loi est la justification des barrages de barbelés, elle est la justification des milliers de déportés et d'expulsés et la justification de la séparation des familles ; dans une même famille, les personnes sont de nationalité différente, puisque cette loi exclut du droit de citoyenneté toute personne née dans le territoire à partir du 1er août 1942.

Indépendance : une volonté affirmée partout avec force.

Nous irons quand même à l'indépendance

Tant que cette loi n'est pas abrogée, nous considérons la déclaration de reconnaissance de l'Indépendance comme un bluff, destiné à la consommation extérieure, destinée à apaiser l'opinion publique française qui soutient notre droit à l'Indépendance.

Si cette loi n'est pas rapportée, cela signifie que le gouvernement français veut, ou bien voudrait que nous accédions à l'Indépendance avec des citoyens triés sur le volet, et choisis uniquement par lui, en fonction d'abord de leur soutien à la politique coloniale, et dans l'avenir, certainement pour leur disposition favorable à l'égard du néo-colonialisme. Si cette loi n'est pas abrogée, nous irons quand même à l'Indépendance, en dehors du processus que nous avions prévus jusqu'à présent.

La seule méthode qui restera : La violence !

Question : L'ouverture des discussions correspond-elle à une accalmie ?

Mr. A. Dini : Depuis 3 mois, Djibouti est calme. Cette accalmie correspond à l'espoir de voir une solution politique intervenir.

Nous sommes une organisation politique légale, qui a opté pour des méthodes pacifiques. Il y a des organisations que nous ne contrôlons pas. Depuis que le gouvernement français a déclaré vouloir engager des discussions, ces organisations ont suspendu leurs activités dans l'espoir de voir s'instaurer une solution politique.

S'il s'avère qu'aucune solution politique n'est valable, la seule méthode d'accession à l'Indépendance qui restera ouverte, ce sera la violence, c'est certain.

Bluffer le gouvernement éthiopien pour l'affoler

Question : Que pensez-vous des déclarations de Mr. Aref sur les menaces qui pèsent sur Djibouti ?

Mr. A. Dini : Vous savez, Ali Aref a fait du mensonge et du bluff la base et la méthode de sa politique. Ali Aref essaye de bluffer le gouvernement éthiopien pour l'affoler. Lorsqu'il dit : «La Somalie est entrée sur notre territoire... La Somalie sème la pagaille... La 5e colonne de la Somalie terrorise la population...», les Ethiopiens sont inquiets. Il escompte les amener à intervenir en les paniquant.

Aref peu soucieux de sa dignité

Cette prétendue terreur que Monsieur Aref a signalée n'existe que dans son esprit. D'ailleurs, le ministre des colonies, pour la première fois de sa carrière, a pu venir dans le territoire et se promener sans escorte sans qu'il y ait de manifestations d'hostilité à son égard dans tous les quartiers africains, et il a constaté que la terreur n'existe pas.

Par contre, il a constaté que Mr. Aref utilisait la police locale et territoriale à des fins de provocation . Toutes les compétences de la police lui ont été retirées. Normalement si Mr. Aref était un homme politique, un chef soucieux de sa dignité, il aurait donné sa démission après cette humiliation publique. Se voir déclaré d'incapacité, se faire retirer les compétences de la police, dans ces conditions, aucun homme soucieux de sa dignité n'aurait continué à occuper le fauteuil présidentiel. Il a déclaré, dans un communiqué à l'AFP «Je resterai à mon poste jusqu'au sacrifice de ma vie». Pour qui veut-il se sacrifier ?.... Pour son poste !

Discuter uniquement avec le gouvernement français

Question : Est-ce que les discussions actuelles préparent une table ronde avec toutes les parties...

Mr. A. Dini : Notre position est toujours la même. Nous avons fait savoir au gouvernement français que nous discuterons avec lui, et uniquement avec lui. Cela ne veut pas dire qu'il est interdit au gouvernement français de discuter avec les autres là où il veut et quand il veut.

Toutes les discussions que nous avons eues à Paris, nous les avons eues avec le gouvernement français seulement, et jusqu'à notre départ, nous entendons qu'il en soit ainsi. L'ordre du jour que nous avons proposé ne comporte que des questions de compétence de gouvernement, compétences qui doivent nous revenir, et nous n'avons pas à discuter avec les autres. Il n'y a aucun recul dans notre position qui est celle que nous avons adoptée initialement et qui reste toujours la même.

Pas de référendum si la question de la nationalité n'est pas réglée

Question : Comment avez-vous été amenés à accepter de participer éventuellement au référendum ?

M. A. Dini : Il y a une contradiction entre le fait de prétendre avoir la majorité de la population derrière soi, et récuser tout ce qui est élection et consultation électorale Nous ne sommes pas par principe opposés aux élections et aux référendums.

Nous sommes contre ces consultations parce que les listes électorales sont truquées, parce que la question de la nationalité n'est pas réglée. Tout ceux qui devraient avoir leur mot à dire sur leur propre destin sont exclus des droits politiques. Nous acceptons le référendum à condition que les lois répressives sur la nationalité soient abrogées, que les listes électorales soient, non pas révisées, mais complètement refondues, que soient distribuées aux gens la carte de citoyenneté et la carte électorale, et que l'organisation matérielle et le contrôle de régularité soient faits par une commission comprenant toutes les tendances. Voilà les conditions préalables que nous exigeons avant l'ouverture de n'importe quelle consultation référendaire ou électorale. Ces élections seront sous notre contrôle avec des observateurs internationnaux.

ORGANISATION DE L'UNITÉ AFRICAINE : DÉCISIONS A PROPOS DE DJIBOUTI :

Le Comité de Libération de l'OUA vient de terminer sa 27e session. *«Les pays membres de l'OUA et en particulier l'Éthiopie et la Somalie se sont engagés à garantir et à respecter l'indépendance et l'intégrité du territoire de Djibouti»...*

Le Comité se prononce par ailleurs pour une indépendance immédiate et sans condition «prévoyant l'abandon des bases militaires du territoire».

Il recommande en outre à l'OUA d'accorder une aide économique au territoire dès son accession à l'indépendance.

Question : Quelle est la position actuelle du gouvernement français ?

Mr. A. Dini : Nous avons l'impression qu'il y a contradiction au sein même du gouvernement français. Certains voudraient nous donner l'Indépendance, quitte à s'entendre par la suite avec les nouveaux responsables du territoire, d'autres voudraient accorder cette indépendance nominale avec un petit morceau d'étoffe en guise de drapeau, mais maintenir les structures coloniales.

Lorsque l'une de ces tendances l'emportera, nous saurons quelle est la position exacte du gouvernement français.

Question : Quelle sera à votre avis la position de l'OUA ?

Mr. A. Dini : Au cours de ses prochains travaux, l'OUA condamnera la France au sujet de Djibouti, sans aucun doute. Il faut dire que la France n'est pas très sensible aux condamnations internationales, mais cela n'empêchera pas qu'elle sera condamnée, même si la tendance qui veut nous donner un morceau d'étoffe en guise de drapeau et garder les structures coloniales, l'emporte.

Cela ne fait aucun doute.